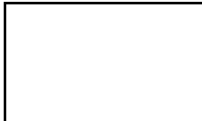


3

LES DOCUMENTS

25X1



ECHANGE
DE
LETTRES

ÉCHANGE DE LETTRES

ENTRE LE COMITE CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE DE
Y O U G O S L A V I E E T L E
COMITE CENTRAL DU PARTI
COMMUNISTE (BOLCHEVIK)
DE L'U. R. S. S.

PRECEDE D'EXPLICATIONS PRELIMINAIRES

120 fr.



Le Livre
Yougoslave
1950

LE LIVRE YOUGOSLAVE
1950

Approved For Release 2004/02/19 : CIA-RDP82-00457R007400310005-5

ECHANGE DE LETTRES

Approved For Release 2004/02/19 : CIA-RDP82-00457R007400310005-5

Approved For Release 2004/02/19 : CIA-RDP82-00457R007400310005-5

LES DOCUMENTS

ÉCHANGE DE LETTRES

ENTRE LE COMITE CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE DE
YOUGOSLAVIE ET LE
COMITE CENTRAL DU PARTI
COMMUNISTE (BOLCHEVIK)
DE L'U. R. S. S.

PRECEDE D'EXPLICATIONS PRELIMINAIRES



LE LIVRE YOUGOSLAVE
1950

Approved For Release 2004/02/19 : CIA-RDP82-00457R007400310005-5

EXPLICATIONS PRELIMINAIRES

Ces temps derniers on distribuait dans notre pays, dans le dos de nos organes de l'Etat et du Parti, certaines lettres du Comité Central du Parti Communiste (bolchevik) de l'Union Soviétique, dont on a commencé à parler après la publication de la fameuse Résolution du Kominform « sur la situation dans le Parti Communiste de Yougoslavie » et qui y furent, d'ailleurs, pour la première fois publiquement mentionnées. Néanmoins, à l'étranger, on parlait, déjà auparavant, de ces lettres dans des cercles communistes assez larges. Leur diffusion actuelle, en une brochure portant comme indication d'éditeur : « Moscou, Entreprise d'édition Pravda, 1948 », a pour but d'élargir et d'intensifier la propagande menée déjà antérieurement, sur la base de ces lettres, contre le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie et contre la Yougoslavie nouvelle. Le fait qu'on publie ces lettres, considérées comme confidentielles, nous délie de l'obligation de les tenir secrètes, et nous permet de les faire connaître au grand public, le Comité Central du P.C.Y. les ayant déjà communiquées, avant le Cinquième Congrès du P.C.Y., à tous les membres du Parti.

Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie avait porté les lettres en question à la connaissance des membres du Parti sans les accompagner d'aucune explication écrite, encore que sur nombre de questions elles l'eussent impérieusement nécessitée. Le Comité Central du P. C. Y. considèrerait à juste titre que les membres de notre Parti sauraient, sur les points essentiels, se faire eux-mêmes une opinion, discerner le manque de fondement des accusations contenues dans ces lettres et en percer le sens véritable. Mais la distribution clandestine de ces documents parmi les citoyens de notre Etat fait maintenant de ces explications une nécessité. Cela d'autant plus que les éclaircissements indispensables ne se trouvent ni dans les lettres du Comité Central du P.C.Y. au Comité Central du P.C. (b) de l'U.R.S.S., ni dans le Communiqué du Comité Central du P.C.Y. sur la Résolution du Kominform. Le Comité Central du P.C.Y. n'a pas donné ces éclaircissements dans lesdits documents avant tout parce qu'il espérait que le Comité Central du P.C. (b) de l'U.R.S.S. enverrait ses représentants en Yougoslavie, et qu'il pourrait les éclairer oralement, et aussi parce qu'il avait le désir d'éviter, dans toute la mesure du possible, une aggravation du conflit avec le Comité Central du P.C. (b.) de l'U.R.S.S., de ménager son prestige et le prestige de ses représentants.

Les explications données ici au sujet de ces lettres ont exclusivement pour but de mettre en lumière des faits qui n'étaient pas connus des membres de notre Parti, de leur permettre d'expliquer aux autres personnes ce qui est exact et ce qui ne l'est pas, et de démasquer ainsi tout ce qu'il y a de mépris des

principes et d'offense à la vérité dans les « critiques » que contiennent ces lettres, dans la Résolution du Kominform et dans la campagne de calomnies déchaînée contre notre Parti par les chefs de certains partis communistes.

Les procédés de critique employés dans les lettres du Comité Central du P.C. (b) de l'U.R.S.S., à l'égard du Comité Central du P.C.Y. et de ses dirigeants peuvent, comme on le verra plus loin, se caractériser comme suit : 1. On ne prend pas en considération, pour vérifier si quelque chose est exact ou non, l'activité concrète du Parti et de la direction du Parti, mais ce que dit tel ou tel citoyen soviétique ou tel organe soviétique. 2. Pour prouver que la ligne des dirigeants du P.C.Y. est « fausse », on n'examine pas, dans ces lettres et dans la Résolution du Kominform, l'activité de ces dirigeants, ou du Comité Central du P.C.Y., dans son ensemble ; on ne prend pas comme preuves à l'appui leurs discours ou leurs écrits dans leur ensemble — mais seulement des fragments d'un discours ou d'un article qu'on fait suivre de commentaires arbitraires.

3. Pour établir la vérité, on ne tient pas du tout compte des déclarations des dirigeants responsables ou des organes du P.C.Y., mais uniquement de ce que disent à ce sujet certains représentants officiels de l'U.R.S.S., c'est-à-dire qu'il suffit que n'importe quel représentant de l'U.R.S.S. affirme une chose pour qu'elle soit acceptée comme vraie par le Comité Central du P.C. (b.) de l'U.R.S.S., sans égard à ce qu'affirment pour leur part les organes responsables et les dirigeants du Parti Communiste de Yougoslavie.

Voici quelques illustrations de cette méthode :

Dans les lettres du Comité Central du P.C. (b) de l'U.R.S.S., on reproche au camarade Tito le discours qu'il tint à Lioubliana à la fin de mai 1945, discours où il aurait soi-disant identifié la politique extérieure de l'U.R.S.S. avec celle des Anglo-Américains. Et l'on cite à ce sujet le passage suivant :

« On a dit que cette guerre est une guerre juste, et nous l'avons considérée comme telle. Mais nous demandons aussi une juste conclusion, nous demandons que chacun soit maître chez soi ; nous ne voulons pas payer les comptes des autres, nous ne voulons pas être une monnaie d'appoint, nous ne voulons pas qu'on nous mêle à je ne sais quelle politique de sphères d'intérêts. »

Personne dans notre pays, ni même à l'étranger, n'a compris ces paroles du camarade Tito comme se rapportant aussi à l'Union Soviétique. Pareille interprétation n'apparaît que dans la lettre du Comité Central du P.C. (b) de l'U.R.S.S. Quant au discours lui-même, prononcé le 27 mai 1945, le camarade Tito y disait :

« ...Nos frères d'Istrie et du Littoral Slovène sont libérés. Nos frères de Carinthie ne le sont pas encore. Ils attendent leur libération, et moi, en votre nom et au nom de toute la Yougoslavie, je déclare aujourd'hui que nos pensées n'ont pas abandonné nos frères de Carinthie, qui malheureusement doivent encore trembler et souffrir sous la terreur gestapiste, vêtue d'un autre uniforme. Nous avons beaucoup de preuves de cela. A peine quelques jours ont passé depuis que nos troupes ont quitté la Carinthie, et déjà nous entendons les gémissements et les appels

au secours de nos frères de Carinthie. De ce grandiose rassemblement, nous mandons solennellement à nos alliés occidentaux qu'à partir de maintenant la responsabilité de tout ce qui se passe là-bas ne retombe que sur eux. Nous faisons appel à eux, qu'ils tiennent la parole donnée dans la Charte de l'Atlantique, que chaque peuple aura le droit de décider lui-même de son sort. Voilà ce que nous mandons à nos Alliés, et nous leur demandons de défendre notre population contre les mêmes persécuteurs qui l'ont opprimée des siècles durant et qui l'opprimaient encore au cours des dernières années.

« Après de longues années, notre Littoral Slovène est libéré, mais de pénibles événements se sont produits, un malentendu a surgi. On nous impute d'avoir tiré profit de cette guerre pour des buts de conquête. On a voulu faire croire que nous avions l'intention de mettre ici nos alliés devant un fait accompli. Non, nous n'avons pas placé les alliés devant un fait accompli. Ceux que nous avons placés devant un fait accompli ce sont les Allemands, que nous avons battus et vaincus là-bas. Nous avons ainsi accompli notre devoir d'allié. Et nous l'avons accompli à cent pour cent, nous l'avons accompli consciencieusement jusqu'au bout. Je nie résolument, non seulement au nom de tout le peuple de Slovénie, mais au nom de tous les peuples de Yougoslavie, que nous ayons la moindre intention de nous emparer de quelque chose par la force. Nous n'avons pas besoin de nous emparer par la force de ce à quoi nous avons droit, et ce d'autant moins que nous croyons fermement que les Alliés tiendront la parole qu'ils ont donnée dans la Charte de l'Atlantique, que les peuples, que

tous les peuples qui ont été asservis, auront le droit de décider eux-mêmes de leur sort. Par conséquent, nous n'avons pas à craindre pour nos frères de là-bas.

« Nous considérons que nous avons, dans notre lutte, nos sacrifices, nos efforts aux côtés des alliés, donné suffisamment de preuves que nous sommes fidèles à la cause commune des Alliés, que nous ne désirons que vivre en paix, et voir libres nos frères qui furent asservis... Pourquoi imputerait-on à crime à nos peuples de vouloir être indépendants à tous égards, pourquoi leur limiterait-on ou leur contesterait-on cette indépendance ? Nous ne voulons plus être dépendants de personne, quoi qu'on écrive et qu'on dise — et l'on écrit beaucoup de choses, on écrit des choses méchantes, on écrit des choses injustes, on écrit des choses blessantes, indignes de gens de pays alliés. On écrit, et l'on fait ainsi injure à notre pays qui a tant souffert. »

Que ressort-il de cette citation ? Que toute la critique du camarade Tito est dirigée exclusivement contre les puissances occidentales, c'est-à-dire contre les Anglo-Américains, et que la Yougoslavie, d'après lui, ne veut être sous la dépendance de personne. Le camarade Tito, dans le discours en question, n'a pas employé les termes de « sphères d'influence » et d'autres semblables, dans le sens où l'a compris le Comité Central du P.C. (b.) de l'U.R.S.S. Nul dans notre pays, et même à l'étranger, n'a compris ces paroles comme les a comprises le Comité Central du P.C. (b.) de l'Union Soviétique.

Quant à la manière dont le camarade Tito parlait à ce moment-là de l'U.R.S.S., qu'on en juge par ces citations :

« Chers frères et cœurs ! Vous avez appris que la Yougoslavie a signé, ou si vous voulez que j'ai signé à Moscou au nom de la Yougoslavie, un accord d'assistance mutuelle et d'étroite coopération. C'est un grand événement. Cette alliance fut créée il y a longtemps et signée sur le champ de bataille du sang des meilleurs fils de la Yougoslavie. C'est une fraternité cimentée dans la lutte commune aux côtés de notre grand frère slave, de notre grand et puissant allié, l'Union Soviétique, avec à sa tête son génial chef, Staline. Cette entente, cette alliance, n'est pas un acte dirigé contre un peuple quelconque. C'est un acte que nous avons signé pour nous assurer contre toute éventualité dans l'avenir. L'aspiration des peuples de Yougoslavie à vivre en fraternité et dans la plus grande concorde avec notre grande alliée l'Union Soviétique a sa source dans nos besoins. Nous avons vu de nos yeux, pendant notre séjour à Moscou et à Kiev, combien les peuples de l'Union Soviétique aiment les peuples de Yougoslavie. Les peuples de Yougoslavie ont gagné cette affection parce que, dans les moments les plus difficiles, quand l'envahisseur allemand s'était jeté de toute sa force contre l'Union Soviétique, ils sont restés fidèles à leurs frères de l'Union Soviétique, sans qu'il soit besoin pour cela d'aucun accord et d'aucune alliance. Les peuples de Yougoslavie peuvent maintenant être tranquilles pour leur sort, ils peuvent tranquillement se vouer à la reconstruction de leur pays dévasté. Nous nous sommes solidement liés à l'Union Soviétique, parce que c'est dans l'intérêt de notre pays et dans l'intérêt des deux alliés. Par la faute de la politique de trahison de ceux qui dirigeaient l'ancienne Yougoslavie, notre pays a longtemps été séparé de la grande Union Soviétique. Notre premier pas a été, à la fin

de cette guerre, de nous lier à l'Union Soviétique, pour réparer les fautes du passé. »

Voilà ce que Tito disait, à Zagreb, le 21 mai 1945, donc immédiatement avant le discours de Lioubliana.

Et voici ce qu'il disait le 10 juin 1945 à la session du Conseil Antifasciste de la Libération Nationale de Yougoslavie (A.V.N.O.J.), donc immédiatement après le discours de Lioubliana :

« ...Fidèle à ses principes de respecter l'indépendance et le droit des petits peuples et de leur donner même, à cet égard, son soutien, l'Union Soviétique n'a pas d'autres intérêts en Yougoslavie que de vivre dans les meilleurs rapports avec notre pays et de lui fournir toute assistance dans son développement et sa reconstruction. Il va de soi que ces faits sont parfaitement connus de tous les peuples de Yougoslavie, et c'est pourquoi il n'y a rien d'étonnant à ce qu'ils regardent avec tant d'amour ce grand pays frère et le considèrent comme leur sincère protecteur. »

On peut, il est vrai, objecter que le discours de Tito du 10 juin venait après les observations présentées le 5 juin par l'ambassadeur soviétique au sujet du précédent discours de Lioubliana. Mais comment expliquer alors le passage cité du discours de Zagreb du 21 mai et les violentes critiques adressées aux Anglo-Américains — et à eux seuls — dans le discours de Lioubliana ? La seule explication possible, c'est que le sens du discours de Tito à Lioubliana était de mettre l'accent sur la nécessité d'unir à la Yougoslavie les parties de nos peuples qui, à cause de l'attitude des Anglo-Américains, n'étaient pas encore unifiées, de mettre l'accent sur la fermeté de l'atti-

tude du gouvernement yougoslave dans cette question, et non pas d'identifier l'U.R.S.S. à l'Angleterre et l'Amérique.

Au reste, la politique extérieure du gouvernement yougoslave, dans cette période aussi bien que plus tard, démontre très clairement par elle-même à quel point ces accusations sont dénuées de tout fondement. Mais pour le Comité Central du P.C. (b.) de l'U.R.S.S., ce qui est décisif ce n'est pas cette politique, ce n'est pas la pratique quotidienne, ce ne sont pas les discours ou les articles pris dans leur ensemble — ce sont des citations extraites de leur contexte et arbitrairement interprétées !

Dans les lettres du Comité Central du P.C. (b.) de l'U.R.S.S. il est encore dit ceci, toujours à propos du discours incriminé de Tito :

« Cela [c'est-à-dire le passage cité du discours de Tito] fut dit à propos de la question de Trieste. On sait qu'après une série de concessions territoriales en faveur de la Yougoslavie, concessions arrachées par l'Union Soviétique aux Anglo-Américains, ceux-ci, de concert avec les Français, repoussèrent la proposition de l'Union Soviétique de donner Trieste à la Yougoslavie et firent occuper Trieste par leurs troupes qui se trouvaient en Italie. Et comme tous les autres moyens pour donner Trieste à la Yougoslavie avaient été épuisés, il ne restait plus à l'Union Soviétique que d'entrer en guerre avec les Anglo-Américains à cause de Trieste et de le prendre de force. Les camarades yougoslaves devaient savoir qu'après une guerre aussi dure, l'U.R.S.S. ne pouvait s'engager dans un nouveau conflit. Malgré cela, cette affaire a provoqué le mécontentement des camarades yougoslaves, mécon-

tentement qui s'est manifesté dans le discours du camarade Tito. »

Il faut rappeler ici certains faits :

Premièrement, le passage qui vient d'être cité insinue que les dirigeants yougoslaves avaient voulu entraîner l'U.R.S.S. dans une guerre à cause de Trieste ;

Deuxièmement, il n'est pas fait la moindre mention du rôle joué dans la guerre par la Yougoslavie, laquelle, par sa lutte, avec l'assistance décisive de l'U.R.S.S., avait forcé les Anglo-Américains à certaines concessions territoriales au profit de la Yougoslavie (ce ne sont pas, par exemple, les Anglo-Américains qui « firent occuper Trieste par leurs troupes », mais bien les Yougoslaves qui délivrèrent Trieste, de même que leurs autres territoires ayant antérieurement appartenu à l'Italie des Allemands et des fascistes italiens, après quoi les Anglo-Américains contraignirent les Yougoslaves à se retirer) ;

Troisièmement, il est affirmé que les dirigeants yougoslaves ne voulaient tenir aucun compte du fait que l'U.R.S.S. ne pouvait pas s'engager dans une nouvelle guerre à cause de Trieste.

Il tombe sous le sens que tout cela est faux. Quand éclata le conflit avec les Anglo-Américains sur le point de savoir si les troupes yougoslaves allaient rester à Trieste ou non, et quand les Anglo-Américains exigèrent, sous forme d'ultimatum, le retrait de nos troupes et l'ouverture de pourparlers concernant le partage en zones d'occupation, le gouvernement yougoslave se décida pour le retrait de nos

troupes et pour l'ouverture des pourparlers, et il s'y décida de sa propre initiative. Et s'il prit cette décision, c'est uniquement parce qu'il savait que l'U.R.S.S. ne pouvait pas, ne devait pas faire la guerre à cause de Trieste.

On sait d'autre part que les représentants yougoslaves avaient déclaré que la Yougoslavie ne signerait pas le traité de paix avec l'Italie si elle n'obtenait pas Trieste. Et pourtant elle l'a signé. Que signifiait l'attitude du gouvernement yougoslave, refusant d'abord de signer le traité et le signant ensuite ? Elle signifiait que les représentants de la Yougoslavie étaient mécontents de la façon dont on traitait leurs revendications, qu'ils considéraient que le traité de paix avec l'Italie n'était pas juste pour la Yougoslavie, que cette paix était le résultat d'un compromis entre les grandes puissances, et non un règlement sensé et équitable de la question nationale. Et d'autre part cette attitude signifiait que la Yougoslavie, bien qu'à contre-cœur, acceptait ce compromis parce qu'elle souhaitait la paix, c'est-à-dire parce qu'elle savait que ni l'U.R.S.S. ni elle-même non plus ne désiraient et ne devaient se lancer, après une guerre aussi dure que celle qu'elles venaient de faire, dans une nouvelle guerre à cause de Trieste. Cela signifiait que nous acceptions ce compromis, de même que dans le cas du retrait de nos troupes en 1945, parce qu'il le fallait, parce que nous sommes réalistes en politique, et non pas parce que nous en étions partisans de cœur et d'âme et que nous le tenions pour juste. Est-ce que les bolcheviks russes étaient enthousiasmés par la paix de Brest-Litowsk que leur imposèrent les impérialistes allemands ? Bien sûr que non. Et pourtant ils l'acceptèrent temporairement, fût-ce

avec amertume. L'amertume d'être obligés d'accepter ce qui était injuste — voilà ce qu'exprime le discours du camarade Tito comme les déclarations de nos autres dirigeants à propos de la question de Trieste — et non pas l'identification de l'U.R.S.S. aux Anglo-Américains, ou le désir de voir l'U.R.S.S. faire la guerre à cause de Trieste.

Voici ce que disait à ce sujet le camarade Tito dans son discours à l'Assemblée Nationale Yougoslave le 31 mars 1947 :

« ...Luttant pour les justes revendications de nos peuples à la Conférence internationale de la Paix, et dans les préparatifs et les pourparlers de paix à Londres, New-York et Paris, la délégation qui représentait notre pays a accompli son devoir avec la plus grande persévérance et dignité, en demandant que la Yougoslavie, en tant que l'un des pays qui ont le plus souffert de l'occupation, en tant que pays qui a consenti d'énormes sacrifices en hommes dans la guerre, reçût satisfaction de ses justes revendications. Dans cette tâche, notre délégation a eu la pleine assistance de la délégation de l'Union Soviétique, avec M. Molotov à sa tête, comme le soutien des autres délégations des pays slaves frères, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie. Nous sommes très reconnaissants à la grande Union Soviétique et aux autres pays frères de ce soutien et de leur pleine compréhension de nos sacrifices et de nos droits. Par contre, nous avons malheureusement dû nous convaincre, avec une grande amertume, que certains de nos alliés dans la guerre, particulièrement l'Angleterre et l'Amérique, contestaient de toutes les manières possibles nos droits et adoptaient une attitude

dont il aurait été parfois difficile d'affirmer qu'elle fût celle de pays amis. Mentionnons seulement notre lutte pour l'Istrie, pour Trieste et pour le Littoral Slovène à la Conférence de la Paix à New-York et à Paris. En dépit de tous nos arguments, qui démontreraient irréfutablement notre droit historique et ethnique sur ces contrées, en dépit du fait que nous avons nous-mêmes, au prix de beaucoup de sang et de sacrifices, libéré de l'occupant allemand l'Istrie, Trieste et le Littoral Slovène, nos alliés de la guerre, l'Angleterre et l'Amérique, de concert avec certains petits pays, dont quelques-uns n'avaient même pas pris part à la guerre, se sont opiniâtrement opposés à nos revendications, et ont finalement réussi à empêcher que notre pays, qui de tous les pays d'Europe a le plus souffert dans la guerre et consenti relativement plus de sacrifices qu'aucun des grands alliés déjà nommés, réalise une bonne partie de ses revendications légitimes. En vertu du traité de paix avec l'Italie, une partie importante de nos frères d'Istrie, de Trieste et du Littoral Slovène reste encore hors des frontières de notre pays, bien qu'ils aient donné aux alliés au cours de la guerre une précieuse contribution en sang, pour la victoire commune et pour leur propre liberté, finalement refusée par ces mêmes alliés.

« L'injustice commise envers nos peuples était si grande que notre gouvernement s'est trouvé dans l'alternative : signer ou ne pas signer ce traité de paix qui équivalait pour nous à un diktat des grandes puissances occidentales. Mais, conséquent dans sa lutte pour la réalisation et la consolidation de la paix, notre gouvernement s'est décidé, le cœur lourd, à signer ce traité de paix avec l'Italie, ce traité qui constitue une grande injustice pour notre pays,

pleinement convaincu que cet acte sera compris non seulement par tous les peuples en Yougoslavie, mais aussi par cette partie de notre peuple qui est restée en dehors des frontières de notre pays et que nous n'oublierons jamais, comme nous l'avons souligné dans notre déclaration au moment de la signature du traité de paix. Et certes, nombreux sont ceux qui, désirant une nouvelle guerre, les réactionnaires pêcheurs en eau trouble, qui espéraient que nous ne signerions pas le traité.

Tout à fait comparable à l'interprétation abusive d'une citation du camarade Tito à propos de la question de Trieste, et à l'artifice déloyal qui consiste à séparer cette citation de l'ensemble où elle figure, est la tentative de démontrer que le camarade Tito considère la paysannerie comme la principale force de la nouvelle Yougoslavie, et par conséquent qu'il transforme le Parti Communiste en un parti des koulaks.

Dans la lettre du 4 mai 1948 du Comité Central du P.C. (b) de l'U.R.S.S., il est dit :

« Tandis que le marxisme-léninisme part de la reconnaissance du rôle directeur de la classe ouvrière dans la liquidation du capitalisme et dans l'édification d'une société socialiste, les dirigeants du Parti communiste yougoslave développent des vues complètement différentes. Il suffit de rappeler la déclaration suivante du camarade Tito en novembre 1946 (Borba, 2 novembre 1946) :

« Si nous disons aux paysans qu'ils sont le plus puissant pilier de notre Etat, ce n'est pas pour gagner éventuellement leurs suffrages, mais bien parce qu'ils le sont effectivement. »

« Cette position est en pleine contradiction avec le marxisme-léninisme. Le marxisme-léninisme considère qu'en Europe, et par conséquent aussi dans les Etats de démocratie populaire, la classe progressiste et révolutionnaire, c'est la classe ouvrière, et non la paysannerie. En ce qui concerne la paysannerie, sa majorité, c'est-à-dire les paysans pauvres et moyens, peut devenir, ou est déjà, l'alliée de la classe ouvrière, mais le rôle dirigeant dans cette alliance appartient à la classe ouvrière. Or l'attitude du camarade Tito, non seulement nie le rôle dirigeant de la classe ouvrière, mais encore proclame toute la paysannerie — c'est-à-dire koulaks compris — la base la plus solide de la nouvelle Yougoslavie. Il s'ensuit que cette attitude exprime des vues qui sont à leur place chez des politiciens petits-bourgeois, mais pas chez les marxistes-léninistes. »

Voilà ce qu'on lit dans la lettre du Comité Central du P.C. (b) de l'U.R.S.S.. Laissons de côté le fait que le camarade Tito disait cela en l'automne 1946, et que jusqu'au printemps 1948 personne du Comité Central du P.C. (b.) de l'U.R.S.S. n'a jamais fait au camarade Tito ni à quiconque du Comité Central aucune remarque à ce sujet. Laissons aussi de côté le fait que le camarade Tito a dit cela dans un discours oral pré-électoral, et que la citation est tirée d'un compte rendu sténographié et non du discours tel qu'il fut rédigé pour l'impression. Laissons même de côté tout ce que le camarade Tito et les autres dirigeants du P.C.Y. ont dit dans cette période, et avant et après cette période, du rôle directeur de la classe ouvrière. Nous citerons seulement ce que le camarade Tito disait à ce sujet dans un autre passage de ce même discours :

« ...Aujourd'hui, dans la nouvelle Yougoslavie, tous les biens qui se trouvent dans les entrailles de la terre et à sa surface sont la propriété du peuple. Dans la Yougoslavie d'aujourd'hui les usines, les voies de communication par eau ou par terre, comme tout ce qui sert à la communauté, se trouvent aux mains du peuple, de l'Etat populaire, sont utilisées pour le bien du peuple, et non au profit des individus qui amassent du capital dans leurs poches ou — s'il s'agit d'étrangers — qui l'exportent hors du pays.

« Dans la nouvelle Yougoslavie la question ouvrière est résolue aussi. Dans l'ancienne Yougoslavie — je veux une fois de plus le souligner — les ouvriers n'avaient aucun droit... »

Et plus loin :

« ... Dans l'ancienne Yougoslavie, l'ouvrier était l'objet de l'exploitation la plus brutale. Dans la Yougoslavie nouvelle, il a acquis tous ses droits. Ces droits sont protégés par nos lois. Aujourd'hui l'ouvrier trouve toutes les conditions nécessaires à son développement, et ce n'est qu'une question de prospérité générale de l'ensemble de notre économie pour que ces conditions deviennent encore meilleures et que son standard de vie s'élève encore. Ainsi, dans la nouvelle Yougoslavie, la classe ouvrière a de brillantes perspectives. Dans la Yougoslavie nouvelle, les ouvriers trouvent réalisé tout ce qui jadis était leur aspiration, tout ce pour quoi ils versaient leur sang ou mouraient dans les geôles.

« La paysannerie aussi, camarades, trouve dans la nouvelle Yougoslavie toutes les conditions de développement. Tandis que dans l'ancienne Yougoslavie

la paysannerie était un objet d'exploitation pour les spéculateurs, aujourd'hui, dans la Yougoslavie nouvelle, elle est un facteur actif et le plus solide pilier de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie. Certes, la paysannerie, dans la Yougoslavie d'aujourd'hui, ne peut pas encore se rendre pleinement compte des conditions qui lui sont faites, mais le jour n'est pas loin où elle en deviendra consciente. J'ai déjà dit maintes fois que notre pays est sorti de cette guerre gravement dévasté, que nous manquons de bien des choses nécessaires à l'homme pour vivre, et que le plus gros du fardeau pèse sur le paysan et sur l'ouvrier. C'était inévitable au commencement. Mais dès qu'il a été possible d'alléger le fardeau que portait la paysannerie, nous avons commencé à le faire. Le temps viendra où les paysans pourront voir avec satisfaction qu'ils ont vraiment, dans la Yougoslavie nouvelle, tout ce qui est nécessaire à leur développement général. »

Et encore :

« ...Aujourd'hui nous n'avons pas encore tout ce qu'il faut donner aux paysans, car notre industrie a été dévastée. Mais elle se relève graduellement, et il y a déjà pas mal de choses que nous pouvons donner aux travailleurs de nos campagnes. »

Voilà comment parlait le camarade Tito : d'abord des ouvriers qui ont obtenu « ce à quoi ils ont jadis aspiré, ce pour quoi ils versaient leur sang ou mouraient dans les geôles » ; et ensuite des paysans pour lesquels « le temps viendra où ils pourront voir avec satisfaction qu'ils ont vraiment, dans la Yougoslavie nouvelle, tout ce qui est nécessaire à leur développement général ». Ainsi, il ressort bien,

du discours du camarade Tito, que les ouvriers sont la classe dirigeante, puisqu'ils ont atteint tout ce à quoi ils aspiraient et pour quoi ils luttèrent, tandis qu'il s'agit pour les paysans qu'ils ne soient plus « un objet d'exploitation pour les spéculateurs ». C'est donc seulement en fonction de tout ce que disait le camarade Tito, en fonction de ce qu'il disait des ouvriers, devenus la classe dominante et dirigeante, que peut être compris ce qu'il a dit des paysans comme du puissant pilier de l'Etat. A la lumière de tout cela, il est évident que la paysannerie n'est le plus puissant pilier de l'Etat qu'en tant qu'alliée des ouvriers, qu'elle n'est pas le seul, mais seulement l'un de ces piliers. En outre, il convient d'avoir en vue qu'à cette époque le camarade Tito posait avec une vigueur particulière la question de la paysannerie en Croatie, en raison de la nécessité de briser les restes de l'influence de Matchek parmi les paysans. Voici ce qu'il disait à ce sujet :

« ... Tout d'abord, je dirai quelques mots d'un homme qui est, à mon avis, le principal inspirateur de la campagne qu'on mène à l'étranger contre la Yougoslavie nouvelle.

« ... Matchek a pleinement montré sa face d'ennemi du peuple. Il mérite le mépris de nos peuples... Matchek représente l'ennemi numéro un du peuple croate...

« ... Il faut savoir aussi que Matchek est en contact étroit avec Slobodan Yovanovitch, avec celui qu'on appelait autrefois le roi, et d'autres encore, et qu'il ourdit toutes sortes de plans. Mais il va de soi que c'est d'avance voué à l'échec — ils n'ont pas autre chose à faire à l'étranger.

« Mais ce qui est beaucoup plus déplorable, c'est que, dans notre pays, des gens tels que Matchek trouvent des suiveurs et qu'il y en ait d'autres qui les approuvent. »

Voilà comment on interprète, dans les lettres du Comité Central du P.C. (b.) de l'U.R.S.S., sans rapport avec la réalité, avec l'ensemble de l'activité, les positions prises, sur telle ou telle question, par nos dirigeants !

Et que dire de cette addition arbitraire, dans la lettre du Comité Central du P. C. (b.) de l'U.R.S.S., au mot de Tito « les paysans » : « c'est-à-dire koulaks compris » ! Que resterait-il de Lénine et de Staline si on leur imputait, à chaque fois qu'ils emploient le mot « les paysans », l'intention d'englober aussi dans ce terme les koulaks ! Le résultat serait, certes, monstrueux ! Ce discours de Tito — sans parler de ses autres discours et articles — pour peu qu'on veuille chercher son vrai sens, et non pas des artifices de mauvaise foi — montre avec évidence qu'il pensait aux paysans travailleurs, à ceux qui étaient « objet d'exploitation pour les spéculateurs ».

C'est exactement de la même façon, comme dans ces lettres du Comité Central du P. C. (b.) de l'U.R.S.S., que sont traités dans la Résolution du Kominform les discours de nos dirigeants. Il y est dit, par exemple :

« ... Mais ce n'est pas tout. Les dirigeants du Parti Communiste de Yougoslavie déclarent ces derniers temps, avec beaucoup d'aplomb, qu'ils mèneraient une politique de liquidation des éléments capitalistes en Yougoslavie. Dans leur lettre adressée au

Comité Central du Parti Communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. en date du 13 avril dernier, Tito et Kardelj ont écrit que la « session plénière du Comité Central avait adopté des mesures proposées par le Bureau Politique du Comité Central, visant à la liquidation des restes du capitalisme dans le pays.

« Conformément à cette orientation, dans son discours prononcé à l'Assemblée de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie, le 25 avril, Kardelj a déclaré : « Dans notre pays, les jours sont comptés pour tous les restes de l'exploitation de l'homme par l'homme. »

« Cette orientation des dirigeants du Parti Communiste de Yougoslavie, visant à la liquidation des éléments capitalistes dans les conditions actuelles de la Yougoslavie, y compris la liquidation des koulaks en tant que classe, ne peut être qualifiée que d'aventuriste et non-marxiste. »

Dans ce même discours, le camarade Kardelj disait :

« ... Avant tout, beaucoup de nos camarades ne comprennent pas que les coopératives agricoles du type coopérative d'achat et de vente ne soient pas encore, à elles seules et en tant que telles, capables d'introduire des modifications qualitatives dans notre économie... Leur importance spéciale — outre leur rôle dans le développement du commerce socialiste — c'est qu'elles peuvent servir de base à l'organisation du développement ultérieur de la coopération agricole. Cependant, le facteur essentiel du développement à venir de la coopération agricole et de sa

modification qualitative interne, c'est l'équipement le plus rapide possible des coopératives en moyen de production agricole, en matériel technique, en cadres, etc., c'est-à-dire en machines, en sources d'énergie, en installations agricoles diverses, en fermes d'élevage, en bétail de reproduction, en ateliers de réparation de l'outillage, en laboratoires agricoles, en personnel spécialisé, etc. Bien plus, on peut dire que chaque élément de propriété coopérative est un encouragement au développement de notre système coopératif dans un sens socialiste. Chacun de nous sait ce que représenteront de pareilles coopératives pour le développement de notre agriculture, pour la planification agricole, pour une direction socialiste planifiée dans le domaine de l'agriculture, pour l'élévation du niveau technique, politique et culturel de notre paysannerie laborieuse, pour l'augmentation de la production agricole. Cela ne signifie, certes, pas que nous pouvons réaliser cela tout de suite, ni que l'Etat doit simplement faire cadeau de tout cela à nos coopératives. C'est un processus assez long, mais un processus qu'il faut dès maintenant orienter, et dont il faut prendre la direction, gardant bien en vue le but que nous voulons atteindre. Plus nos coopératives se développeront rapidement dans cette direction, plus elles pourront influencer sur le développement de l'agriculture. C'est pourquoi un praticisme pur et simple est peut-être, dans ce domaine, plus nuisible que dans n'importe quelle autre branche de notre activité. »

Kardelj dit qu'il s'agit ici d'un processus assez long, et on lui fait dire quelque chose de tout à fait différent, en affectant de considérer comme représentant la ligne et la position de notre Parti un mot

d'ordre d'agitation, qui est d'ailleurs correct en soi, et qu'ont employé tous les marxistes-révolutionnaires depuis Marx jusqu'à nos jours, même avant la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

Voici d'autres citations du camarade Kardelj, tirées de sa brochure « La coopération agricole dans l'économie planifiée », brochure imprimée en juin 1947, c'est-à-dire longtemps avant les lettres du Comité Central du P.C. (b.) de l'U.R.S.S. :

« ... Cela signifie seulement que, dans les conditions d'une évolution spontanée, la petite production paysanne — encore qu'elle ne soit pas capitaliste en soi — fait naître inévitablement des tendances capitalistes et nourrit le capitalisme ou ses restes, tandis que, dans les conditions de l'édification du socialisme et avec l'effort conscient du pouvoir populaire, la petite production paysanne peut et doit se développer dans la direction du socialisme. Ce développement ne se fera, donc, pas automatiquement, spontanément, de lui-même, mais sous une direction planifiée et par des mesures correspondantes d'organisation, qui permettront à nos masses paysannes de se convaincre par leur propre expérience de la justesse du chemin ainsi choisi.

« Il faut aussi ne pas perdre de vue que c'est justement au village que les restes du capitalisme sont le plus forts, et que c'est justement là que les éléments hostiles seront le plus actifs, afin d'abuser le paysan travailleur et de l'ébranler dans ses rapports avec le pouvoir populaire. Dès aujourd'hui ils chuchotent à l'oreille du paysan que les communistes lui prendront la terre de force ou par ruse, qu'ils

lui prendront sa maison et l'enfermeront dans une caserne, qu'ils briseront sa famille et le chasseront de sa terre natale, etc. Aussi ne soulignera-t-on jamais assez que le développement de la coopération doit être l'affaire de la paysannerie elle-même, de sa volonté, de sa conscience croissante, car c'est alors seulement que nul ne pourra l'ébranler, c'est alors seulement qu'elle sera pleinement convaincue de la fausseté et de la bassesse des calomnies dont nous venons de parler. C'est seulement de cette manière que le paysan se convaincra à fond et par sa propre expérience que le pouvoir populaire, non seulement ne lui enlève pas sa terre, ni par la force ni par la ruse, et ne lui détruit pas son foyer, mais que, bien au contraire, il lui crée les conditions nécessaires pour qu'il devienne enfin un homme libre sur sa terre et connaisse des jours meilleurs que ceux qu'il a vécus.

« Ce qui est nécessaire dans la coopération, ce sont donc des efforts d'orientation et d'organisation qui, d'une part, soient conformes aux lois objectives de notre évolution économique, et qui, d'autre part, permettent à notre paysannerie d'acquérir des expériences de nature à éclairer sa marche en avant, à élever sa conscience et à l'encourager à développer de plus en plus les formes de travail coopératif dans la production agricole. »

Tout cela n'a pas besoin de commentaires.

Particulièrement brutale et arbitraire est la manière dont on s'est servi d'une citation tirée du discours de Tito à la Deuxième Session du Front Populaire, pour démontrer que la direction du P.C. de Yougoslavie dilue le parti dans le Front Populaire.

Dans la lettre du 27 mars 1948 du Comité Central du P.C. (b.) de l'U.R.S.S. il est dit :

« ... Selon la théorie marxiste-léniniste, le Parti est considéré comme la force dirigeante fondamentale du pays, ayant son programme propre et ne se diluant pas dans la masse des sans-parti. En Yougoslavie au contraire, c'est le Front Populaire qui est considéré comme la force dirigeante fondamentale, tandis qu'on tend à diluer le Parti dans le Front Populaire. Dans son discours au Deuxième Congrès du Front Populaire, le camarade Tito a dit : « Le Parti Communiste a-t-il un autre programme, différent du programme du Front Populaire ? Non. Le Parti Communiste n'a pas d'autre programme, le programme du Front Populaire est son programme. »

Dans le discours du camarade Tito au Deuxième Congrès du Front Populaire, d'où est extraite cette citation, il est dit :

« ... Par conséquent, le Front Populaire en Yougoslavie représentait l'union de tous les hommes progressistes, de tous les antifascistes, de tous ceux qui étaient prêts à défendre, sous la direction du Parti Communiste, l'indépendance du pays, qui étaient prêts à se battre contre les occupants et contre leurs serviteurs de l'intérieur. C'est pourquoi le Front Populaire en Yougoslavie se distinguait des fronts populaires des autres pays. Il constituait une union puissante, monolithique, précisément parce qu'il n'y avait pas dans son sein de dirigeants hésitants ou réactionnaires. Il comprenait les masses progressistes de divers partis sous la direction du Parti Communiste. »

Et plus loin :

« Le Parti Communiste de Yougoslavie a été l'initiateur et l'organisateur du Front Populaire de Yougoslavie dès avant la guerre. Il y a apporté toute sa vaste expérience d'organisateur et de conducteur dans la lutte. Il a donné au Front ses cadres, trempés dans la lutte, qui ont servi et servent aujourd'hui encore d'exemple, toujours dans les premiers rangs dans la Guerre de Libération comme dans la reconstruction du pays. Il s'ensuit qu'aujourd'hui encore, précisément à cause de ces qualités, le Parti a le rôle dirigeant dans le Front Populaire. Ce rôle lui a été confié par les larges masses populaires.

« Comme avant-garde de la classe ouvrière, le Parti Communiste de Yougoslavie a assumé le rôle de conducteur de toutes les forces démocratiques progressistes, aussi bien pendant la Guerre de Libération que maintenant dans la reconstruction pacifique du pays...

« Jusqu'à la création du nouvel Etat, dans les conditions précédemment indiquées, le Parti Communiste fut non seulement l'avant-garde de la classe ouvrière, mais aussi le conducteur de toutes les forces progressistes qui se battaient en commun pour un but déterminé, à savoir l'expulsion de l'occupant, la destruction des traîtres de l'intérieur et la création d'un nouvel édifice d'Etat — la République Fédérative Populaire de Yougoslavie.

« Après la création du nouvel Etat, le Parti Communiste devient le conducteur dans tout le développement social : dans la construction du pouvoir populaire, c'est-à-dire l'organisation de l'Etat, dans

la reconstruction du pays, dans la vie économique et culturelle, etc. Il le remplit ce rôle comme partie composante du Front Populaire, dont il est la force conductrice. »

Nous pensions que, là non plus, il n'est pas besoin de commentaires.

Pour critiquer la direction du P.C.Y., n'est admis comme exact, dans les lettres du Comité Central du P.C. (b.) de l'U.R.S.S., que ce que disent les représentants de l'U.R.S.S.

En 1944, après la libération de Belgrade, le Bureau Politique du Comité Central du P.C.Y. invita à une entrevue le général Korniéyev, chef de la Mission militaire soviétique, pour attirer son attention sur certains actes indignes commis par des soldats et officiers soviétiques, actes portant atteinte au prestige de l'Armée Rouge. Nos généraux Péko Daptchévitch et Kotcha Popovitch assistaient aussi à cette réunion. Les observations furent présentées sous une forme amicale et entre camarades. Le camarade Djilas déclara à cette occasion que ces actes étaient d'autant plus à déplorer que la réaction les exploitait contre nous et contre l'Armée Rouge et disait que les officiers anglais (il y en avait alors dans la Mission militaire auprès de l'Etat-major suprême de notre armée) sont plus polis

que les soviétiques. Voilà avec quoi on a fabriqué l'histoire selon laquelle le camarade Djilas aurait dit que les officiers soviétiques sont inférieurs aux Anglais au point de vue moral ! Les dirigeants soviétiques ont cru sur parole le général Korniéyev, sans même demander aux membres de notre Comité Central et à nos généraux ce qu'il en était ! Lorsque, plus tard, Tito et Djilas se rendirent à Moscou, accompagnés de Nikola Pétrovitch et de Bané Andréyev, il n'a pas été difficile, étant donné les faits qui viennent d'être rapportés, de convaincre le camarade Staline de ce qui était exact et de ce qui ne l'était pas. Il liquida lui-même alors le différend en déclarant qu'il n'y avait eu là nulle faute de notre part et qu'on aurait dû lui écrire tout le détail de la chose.

Gagarinov a dit à Tirana à notre représentant qu'il boirait à la santé de Tito à condition que Tito fût pour l'unité du bloc démocratique. On croit Gagarinov, quand il nie cela, bien qu'il soit évident — comme il ressort aujourd'hui de la manière d'écrire de la presse soviétique, qui prétend que Tito a abandonné le bloc démocratique — que Gagarinov n'a dit un peu plus tôt, que ce que les autres diront un peu plus tard. Il en est de même de la conversation entre Tsrnobrnia et Kroutikov, lequel avait dit qu'il n'était pas possible de conclure un protocole de livraison de marchandises pour 1948-1949 en ce moment (en mars 1948), parce que l'U.R.S.S. n'avait pas de marchandises pour la Yougoslavie, et que ce ne serait possible qu'à la fin de 1948 pour 1949. Dans les lettres du Comité Central du P.C. (b.) de l'U.R.S.S. cette déclaration est contestée. Cependant, jusque aujourd'hui, aucune délégation commerciale yougoslave n'a été invitée à Moscou.

Dans une de ses lettres le Comité Central du PC (b) de l'U.R.S.S. déforme complètement le sens d'une lettre du Comité Central du P.C.Y. où celui-ci reproche à Lavrentiev de s'immiscer dans les affaires de notre Parti. La lettre du Comité Central du P.C.Y. dit :

« ...Sur quelle base est-il affirmé dans la lettre qu'il n'y a pas de démocratie dans notre Parti ? Peut-être sur la base des informations de Lavrentiev ? Nous considérons qu'en tant qu'ambassadeur il n'a pas le droit de demander à qui que ce soit des renseignements sur l'activité de notre Parti — ce n'est pas son affaire. Le Comité Central du P. C. (b.) de l'U.R.S.S. peut obtenir ces renseignements du Comité Central du P.C.Y. »

En quoi consiste ici le différend ? Ce qui est à blâmer, ce ne sont pas les conversations de Lavrentiev avec des communistes, c'est la recherche de renseignements indépendamment et en dehors du Comité Central du P.C.Y. (car le Comité Central du P.C.Y. ne conteste pas au Comité Central du PC (b) de l'U.R.S.S. le droit de recevoir des informations du Comité Central du P.C.Y., mais à Lavrentiev celui de faire cela dans le dos du Comité Central du P.C.Y.). Plus exactement, le Comité Central du P.C.Y. ne met aucune objection à ce que les représentants soviétiques reçoivent par la voie régulière, pour le Comité Central du PC (b), des renseignements sur l'activité de notre Parti, mais il n'admet pas qu'ils les demandent à quelqu'un d'autre, dans le dos du Comité Central du P.C.Y., ce qui équivaut à créer un réseau de renseignements qui conduirait inévitablement à la ruine du Parti, à la création de fractions dans le

Parti, à la sélection — sous le masque d'amis de l'U.R.S.S. et du Comité Central du PC (b) — des éléments les plus négatifs et les plus immoraux, qui détestent leur pays et leur parti. Ce n'est pas par hasard que dans les lettres du Comité Central du PC (b) de l'U.R.S.S. et dans la Résolution du Kominform on prend la défense des traîtres, saboteurs et fractionnistes Hébrang et Jouyovitch.

Les lettres du Comité Central du P.C. (b) de l'U.R.S.S. font une place considérable au cas de Vélébit et des « espions » qui se trouveraient dans le Ministère des Affaires Etrangères de Yougoslavie.

Dans l'intérêt de la vérité, il convient de dire ceci :

En 1946, au commencement de l'été, lors de la Conférence de Paris des Ministres des Affaires Etrangères des quatre grandes puissances au sujet de la question des traités de paix avec l'Italie et avec les autres alliés de l'Allemagne, Kardelj et Djilas eurent une entrevue avec Molotov, et lui dirent au sujet de Vélébit ce qui est mentionné dans la lettre du Comité Central du P.C.Y. En même temps ils lui dirent au sujet de Hébrang ce qui suit : Hébrang a été écarté du Bureau Politique du Comité Central du P.C.Y., ainsi que de la direction de la Commission du Plan, parce qu'il était devenu un fractionniste, parce qu'il travaillait mal et parce qu'on avait des renseignements

sur sa mauvaise conduite devant la police oustachi et sur ses relations avec les oustachis.

Deux années entières, nul représentant soviétique n'a jamais fait à nos dirigeants la moindre observation concernant Vélébit et Hébrang. On ne nous a jamais fait remarquer que nous manquions de vigilance en maintenant Vélébit à un poste responsable, et Hébrang à un poste encore plus responsable. On n'en parlait pas. Et deux années après cette conversation sur Vélébit devient tout d'un coup un argument pour démontrer que la Yougoslavie a jeté un pont vers l'Occident et qu'elle accepte que son travail soit contrôlé par les puissances impérialistes « avec des espions », tandis que Hébrang — dont l'affaire est plus que claire — est pris en protection comme une victime du « régime turc au sein du P.C. de Yougoslavie » et comme un léniniste à toute épreuve.

Est-ce là une attitude de principe, une attitude conséquente ?

Dans les lettres du Comité Central du P.C. (b) de l'U.R.S.S., on affirme certaines choses avec une légèreté et un manque de contrôle vraiment excessifs. Rappelons-en seulement quelques-unes parmi les plus caractéristiques. Dans la lettre du 4 mai 1948, pour démontrer que les officiers soviétiques en Yougoslavie ne sont pas plusieurs fois mieux payés que les officiers yougoslaves, il est affirmé que « les généraux yougoslaves, outre leur solde en dinars, reçoivent aussi divers avantages en nature : logement, ravitaillement et ainsi de suite. » C'est manifestement tout à fait inexact : tous les officiers yougoslaves, y com-

pris les généraux, reçoivent uniquement une solde en dinars, plusieurs fois inférieure à celle qui est versée aux officiers soviétiques. Chaque citoyen de chez nous sait cela. Dans la même lettre il est dit que les amis et parents de Neditch « trouvent place facilement et avantageusement dans l'appareil de l'Etat et du Parti en Yougoslavie ». Nul en Yougoslavie n'a pu jusqu'à présent trouver ces amis ou parents de Neditch dans l'appareil de l'Etat et du Parti, aussi bien la lettre du Comité Central du P.C. (b) de l'U.R.S.S. ne cite-t-elle — et ne peut-elle citer — aucun nom. Or cette affirmation — de même que d'autres semblables — surtout lorsqu'elle est suivie de la signature du Comité Central du P.C. (b) de l'U.R.S.S., peut et doit nécessairement avoir une influence dans les autres partis, en ce sens qu'elle diffame la direction du P.C. de Yougoslavie en la présentant comme complice des fascistes, ou tout au moins comme complaisante envers les fascistes :

Dans les lettres du Comité Central du P.C. (b) de l'U.R.S.S., on affirme :

« ... Pour découvrir les erreurs du Bureau Politique du Comité Central du P.C.Y., il n'est nullement nécessaire de recourir aux informations fournies par certains camarades, comme par exemple les camarades Jouyovitch et Hébrang. Il est plus que suffisant pour cela de prendre connaissance des déclarations officielles des dirigeants du P. C. Y., disons des camarades Tito, Djilas, Kardelj et autres, publiées dans la presse... Nous déclarons que la conversation du camarade Jouyovitch avec le camarade Lavrentiev, ambassadeur soviétique en Yougoslavie, n'a pas donné le dixième de ce que contien-

nent les discours erronés et antisoviétiques des dirigeants yougoslaves ». On écrit cela, et on ne fournit comme preuve à l'appui ni les discours ni des citations de ces dirigeants. Affirmation purement gratuite !

De même, dans la lettre du 22 mai 1948, il est dit :

« ... Les camarades Tito et Kardelj ont souvent fait au Comité Central du P.C. (b.) de l'U.R.S.S. des promesses qu'ils n'ont pas tenues. Leurs lettres, et en particulier la dernière, nous en ont encore plus convaincus. Le Bureau Politique du Comité Central du P.C.Y., et surtout le camarade Tito, doivent savoir que par leur politique anti-soviétique et anti-russe, qui se manifeste ces temps derniers dans la pratique quotidienne, ils ont fait tout pour miner la confiance du Parti communiste et du gouvernement de l'U.R.S.S. à leur égard. »

Où et quand Tito et Kardelj ont-ils fait des promesses qu'ils n'ont pas tenues ? Mystère. Qu'est-ce qui prouve cette politique quotidienne « anti-soviétique » et « anti-russe », « surtout » du camarade Tito ? Rien. Affirmations gratuites sans le moindre fait à l'appui — à moins que le discours de Tito à Lioubliana en 1945 doive servir de preuve de son actuelle politique quotidienne « antisoviétique et anti-russe », et à moins que la conversation de Kardelj avec Sadtchikov, mentionnée dans la lettre du 4 mai, doive être comprise comme une promesse non tenue !

Puisqu'il est question de cette conversation, il convient de dire ceci. La prétendue déclaration du camarade Kardelj qui y est citée n'est qu'une interpréta-

tion absolument arbitraire et tendancieuse d'un entretien du camarade Kardelj avec l'ambassadeur soviétique. Au cours de cet entretien, le camarade Kardelj avait essayé de convaincre l'ambassadeur soviétique que l'interprétation soviétique du discours du camarade Tito était erronée, qu'elle s'appuyait vraisemblablement sur quelques phrases pas tout à fait nettement formulées, ce qui n'était qu'une conséquence des conditions dans lesquelles travaillait notre Parti au lendemain de la libération. Remplissant la tâche que lui avait confié le Comité Central du P.C.Y., le camarade Kardelj s'est efforcé, dans cette conversation, de mettre fin au plus vite et amicalement au malentendu, afin qu'il ne devienne pas un motif d'aggravation des rapports entre l'Union Soviétique et la Yougoslavie. Le Bureau Politique du Comité Central du P.C.Y. approuva cette conversation. Or voilà que maintenant, dans la lettre du Comité Central du P.C. (b.) de l'U.R.S.S., cet entretien — tendancieusement rapporté et interprété — est utilisé comme preuve que l'unité ne régnait pas au Bureau Politique du Comité Central du P.C.Y. Il est clair que l'interprétation tendancieuse et absolument erronée du discours du camarade Tito à Lioubliana, aussi bien que cette interprétation unilatérale des déclarations du camarade Kardelj dans son entretien oral avec l'ambassadeur soviétique, ne sont que des moyens de discréditer le Bureau Politique au Comité Central du P.C.Y.

Telles sont en gros les observations qui montrent quelle est la méthode de critique utilisée par le Comité Central du P.C. (b.) de l'U.R.S.S. et par

ie Kominform contre le Comité Central du P.C.Y. Cette méthode est telle que, encore au mois de mars 1948, le Parti Communiste de Yougoslavie était présenté, dans l'organe du Kominform, et aussi jusqu'à un certain point dans la presse soviétique, comme un exemple de bon travail et d'internationalisme, en juin comme un exemple de mauvais travail et de nationalisme, et qu'en juillet on parle déjà des méthodes fascistes employées en Yougoslavie et on compare les chefs du P.C.Y. à Mussolini et aux autres chefs fascistes. Comment la base de classe du P.C.Y. a-t-elle pu changer si rapidement, comment a pu s'accomplir, inaperçue et sans bouleversements intérieurs, une pareille évolution en Yougoslavie, comment le pouvoir y a-t-il subi une si radicale transformation — c'est ce que, bien entendu, personne n'essaie d'expliquer, car cela ne se laisse pas expliquer, car il est impossible de prouver quelque chose de tout à fait contraire à la réalité.

Nous n'avons pas voulu, dans ces explications préliminaires, traiter des questions politiques et théoriques. Ces questions — litigieuses — sont absentes des lettres du Comité Central du P. C. (b.) de l'U.R.S.S. comme de la Résolution du Kominform. Les questions de principe qui font le fond du litige n'y sont pas traitées. Les affirmations inexactes concernant la ligne de notre Parti ont été réfutées par les membres du Comité Central du P.C.Y. au Cinquième Congrès, aussi n'en parlons-nous pas. Nous répétons que le but de ces éclaircissements est seulement d'aider à bien comprendre les lettres du Comité Central du P.C. (b.) de l'U.R.S.S. et à se convaincre de l'absurdité et du mensonge sur lesquels reposent ces lettres, aussi bien que la cam-

Approved For Release 2004/02/19 : CIA-RDP82-00457R007400310005-5

*pagne contre le Comité Central du P.C.Y., contre le
P.C.Y. lui-même et contre la Yougoslavie nouvelle,
campagne qui dans les autres pays fut déclenchée
surtout après la Résolution du Kominform.*

Belgrade, septembre 1948.

Approved For Release 2004/02/19 : CIA-RDP82-00457R007400310005-5

A V.-M. MOLOTOV

Ministre des Affaires étrangères de l'U.R.S.S.

Le 18 mars, le général Barskov nous a communiqué avoir reçu du maréchal Boulganine, Ministre de la Défense Nationale de l'U.R.S.S., une dépêche nous informant que le Gouvernement de l'U.R.S.S. a décidé de retirer immédiatement tous ses conseillers et instructeurs militaires, en motivant cette mesure par le fait qu'ils sont « entourés de malveillance », c'est-à-dire qu'on ne les traite pas amicalement en Yougoslavie.

Il va de soi que le Gouvernement de l'U.R.S.S. peut quand il lui plaît, rappeler ses spécialistes militaires, mais nous avons été stupéfaits des motifs que le Gouvernement de l'U.R.S.S. invoque pour expliquer sa décision. Ayant fait une enquête, après cette accusation, sur l'attitude des dirigeants subalternes de notre pays à l'égard des conseillers et instructeurs militaires soviétiques, nous avons acquis la profonde conviction qu'il n'y a rien qui autorise à motiver ainsi leur retrait, et que, durant tout le temps de leur séjour en Yougoslavie, le comportement envers eux a été non seulement bon, mais véritablement fraternel et au plus haut degré hospitalier,

comme il l'est en général à l'égard des personnes soviétiques dans la Yougoslavie nouvelle. Par conséquent, c'est pour nous une chose véritablement étonnante, incompréhensible et qui nous affecte profondément, dans l'ignorance où nous sommes de la véritable cause de cette décision du Gouvernement de l'U.R.S.S.

Deuxièmement, le 19 mars 1948, j'ai reçu la visite du chargé d'affaires Armianinov, qui m'a communiqué que l'U.R.S.S. ordonnait également le retrait de Yougoslavie de tous ses spécialistes civils. Là aussi, les motifs invoqués sont pour nous incompréhensifs et stupéfiants. Il est exact que l'adjoint du Ministre Kidritch, Srzentitch, a déclaré à votre représentant commercial Lébédév qu'en vertu d'une décision du Gouvernement de la République Fédérative de Yougoslavie, on n'a le droit de donner à qui que ce soit des informations économiques importantes, et que les personnes soviétiques doivent, pour des informations de ce genre, s'adresser plus haut, c'est-à-dire au Comité Central du P.C.Y. et au Gouvernement. En même temps Srzentitch a dit à Lébédév de s'adresser pour les informations qui l'intéressaient au Ministre Kidritch. Il y a longtemps déjà qu'il a été dit à vos gens que les représentants officiels du Gouvernement soviétique peuvent obtenir toutes les informations importantes dont ils ont besoin, directement des dirigeants de notre pays.

Nous avons pris la décision en question parce que tous les fonctionnaires de nos ministères donnaient au premier venu toute sorte d'information. C'est-à-dire que différentes gens livraient des secrets économiques et des secrets d'Etat, qui pouvaient parvenir, et qui

parfois sont parvenus, aux mains de nos ennemis communs.

Aucun accord spécial n'existe entre nous, comme il est prétendu dans la dépêche, aux termes duquel nos gens auraient le droit de fournir diverses informations de caractère économique, sans l'autorisation de notre Gouvernement ou du Comité Central, aux travailleurs soviétiques dans l'économie, hormis bien entendu les informations qui leur sont nécessaires pour l'accomplissement de la fonction qu'ils exercent.

Chaque fois que l'ambassadeur du Gouvernement de l'U.R.S.S., le camarade Lavrentiev, m'a demandé personnellement des informations dont il avait besoin, je les lui ai données sans réserve, et nos autres dirigeants responsables ont agi de même. Nous serions extrêmement surpris que le Gouvernement soviétique ne fût pas d'accord avec notre attitude à cet égard, du point de vue de l'intérêt de l'Etat.

En même temps, nous sommes contraints de repousser dans ce cas également le motif invoqué de « manque de camaraderie et de méfiance » envers les spécialistes et représentants soviétiques en Yougoslavie. Aucune de ces personnes, jusqu'aujourd'hui, ne s'est plainte à nous de quelque chose de semblable, bien que chacune ait eu la possibilité de le faire personnellement auprès de moi, car jusqu'aujourd'hui je n'ai jamais refusé de recevoir aucune personne soviétique, et il en est de même de tous nos dirigeants responsables.

Il ressort de tout cela que les motifs invoqués ne sont pas la cause de ces démarches du Gouvernement de l'U.R.S.S. et notre désir serait que le Gouvernement

Approved For Release 2004/02/19 : CIA-RDP82-00457R007400310005-5

de l'U.R.S.S. nous fit franchement savoir de quoi il s'agit en l'occurrence, qu'il nous signalât tout ce qu'il pense n'être pas conforme aux bons rapports entre nos deux pays. Nous considérons qu'un pareil cours des choses est nuisible aux deux pays, et qu'il faudra tôt ou tard écarter tout ce qui fait obstacle aux relations amicales entre nos pays.

Pour autant que le Gouvernement de l'U.R.S.S. puise ses informations à diverses autres sources, nous pensons qu'il convient d'être circonspect à l'égard de pareilles informations, car elles ne sont pas toujours objectives, exactes ni bien intentionnées.

Recevez cette fois aussi l'expression de mon respect.

20.III.1948.

Le Président du Conseil des Ministres

J. B. TITO.

Approved For Release 2004/02/19 : CIA-RDP82-00457R007400310005-5

Yougoslavie sur les prières instantes du Gouvernement yougoslave, et le nombre des conseillers militaires soviétiques destinés à la Yougoslavie est sensiblement inférieur à celui qui fut sollicité par le gouvernement yougoslave. Par conséquent le Gouvernement soviétique n'avait pas l'intention d'imposer ses conseillers à la Yougoslavie.

Plus tard, cependant, les dirigeants militaires yougoslaves, dont Kotcha Popovitch lui-même, estimèrent possible de déclarer qu'il était nécessaire de réduire le nombre des conseillers militaires soviétiques de 60 %. Cette déclaration fut diversement motivée : les uns dirent que les conseillers militaires soviétiques revenaient extrêmement cher à la Yougoslavie, d'autres affirmèrent que l'Armée yougoslave n'avait pas besoin d'adopter l'expérience de l'Armée soviétique, d'autres déclarèrent que les règlements de l'Armée soviétique sont un schéma, un moule et qu'ils n'avaient pas de valeur pour l'Armée yougoslave, d'autres encore firent des allusions fort transparentes sur ce que les conseillers militaires soviétiques recevaient leurs traitements pour rien, n'étant d'aucune utilité.

A la lumière de ces faits, la fameuse déclaration de Djilas — si offensante pour l'Armée soviétique, faite au cours d'une réunion du C.C. du P.C.Y. disant que les officiers soviétiques sont, au point de vue moral, inférieurs aux officiers de l'Armée anglaise — devient parfaitement compréhensible. Et on sait que cette déclaration antisoviétique de Djilas n'a pas rencontré d'opposition parmi les autres membres du C.C. du P.C.Y.

De cette manière, au lieu de s'entendre amicalement avec le Gouvernement soviétique pour régler

la question des conseillers militaires soviétiques, les dirigeants militaires yougoslaves ont eu recours aux outrages envers les conseillers militaires soviétiques et ont essayé de discréditer l'Armée soviétique.

On comprend qu'une telle situation devait créer une atmosphère d'hostilité autour des conseillers militaires soviétiques.

Il serait ridicule de penser que le Gouvernement soviétique pouvait accepter de laisser ses conseillers militaires en Yougoslavie dans de telles conditions.

Etant donné que le Gouvernement yougoslave ne s'est pas opposé à ces tentatives de discréditer l'Armée soviétique, il porte la responsabilité de la situation créée.

3. La source de nos informations concernant le rappel des techniciens civils soviétiques sont avant tout les communiqués de l'Ambassadeur soviétique à Belgrade, Lavrentiev, ainsi que les déclarations des techniciens eux-mêmes. A ce sujet, votre déclaration que Szrentitch aurait dit au représentant commercial Lébédev que les personnes soviétiques devaient, pour les informations économiques, s'adresser en haut lieu, c'est-à-dire au Comité Central du P.C.Y. et au Gouvernement de Yougoslavie, ne correspond pas à la vérité. Voici le communiqué de Lavrentiev du 9 mars:

« Szrentitch, adjoint de Kidritch au Conseil économique, a déclaré au représentant commercial Lebedev qu'il existe un arrêt du gouvernement interdisant aux organes de l'Etat et aux institutions de fournir à qui que ce soit n'importe quelles informations économiques. Pour cette raison, sans égard aux accords déjà existants, il ne peut donner à Lebedev les renseignements en question. Les organes de

la Sûreté de l'Etat ont reçu l'ordre d'établir un contrôle en cette affaire. Szrentitch a également dit que Kidritch lui-même a l'intention de s'entretenir à ce sujet avec Lebedev. »

Le communiqué de Lavrentiev montre d'abord que Szrentitch n'a aucunement parlé de la possibilité de recevoir des informations économiques du C.C. ou du Gouvernement yougoslave. Et d'ailleurs il serait ridicule de penser qu'on puisse s'adresser pour chaque information économique au C.C. ou au Gouvernement yougoslave. Il existe pour cela des organes économiques compétents en Yougoslavie où les personnes soviétiques recevaient autrefois les informations économiques nécessaires.

Le communiqué de Lavrentiev montre ensuite, non pas ce que vous écrivez, mais quelque chose d'absolument contraire, c'est-à-dire que les représentants soviétiques en Yougoslavie sont placés sous le contrôle et la surveillance des organes de la Sûreté de Yougoslavie.

Il ne sera pas superflu de rappeler que nous ne rencontrons une pratique semblable de surveillance des représentants soviétiques que dans les pays bourgeois, et encore pas dans tous.

Il faut également souligner que les organes yougoslaves de la Sûreté surveillent non seulement les représentants du Gouvernement soviétique mais aussi le représentant du P.C. (b.) auprès de l'organe du Kominform, le camarade Youdine.

Il serait ridicule de penser que le Gouvernement soviétique pourrait accepter de laisser en Yougoslavie ses techniciens civils sous un régime comme celui qui leur est créé.

Comme on le voit, la responsabilité de la situation créée incombe, ici également, au Gouvernement yougoslave.

Telles sont les causes qui ont obligé le Gouvernement soviétique à rappeler ses techniciens militaires et civils de Yougoslavie.

4. Dans votre lettre, vous exprimez le désir que nous vous communiquions quels sont les autres faits qui provoquent le mécontentement de l'U.R.S.S. et qui entraînent l'aggravation des rapports entre l'U.R.S.S. et la Yougoslavie. De tels faits existent, en réalité, et bien qu'ils soient étrangers au rappel des conseillers civils et militaires, nous estimons nécessaires de vous les communiquer.

Premièrement. Nous savons que, parmi les camarades dirigeants en Yougoslavie, circulent des déclarations antisoviétiques telles que par exemple « le P.C. (b) dégénère », qu' « en U.R.S.S. règne un chauvinisme de grande puissance », que « l'U.R.S.S. aspire à subjuguier économiquement la Yougoslavie », que « le Kominform est un instrument du P. C. (b.) pour subjuguier les autres partis » et ainsi de suite. Ces déclarations antisoviétiques se dissimulent généralement derrière des phrases gauchistes, comme quoi « le socialisme en U.R.S.S. a cessé d'être révolutionnaire », que seule la Yougoslavie est le véritable champion du « socialisme révolutionnaire ». Certes, il est ridicule d'entendre de pareilles histoires sur le P.C. (b) venant de marxistes douteux du type Djilas, Voukmanovitch, Kidritch, Rankovitch et autres. Mais il s'agit ici du fait que ces déclarations circulent depuis longtemps parmi de nombreux travailleurs dirigeants de Yougoslavie et qu'on continue à en faire, ce qui naturelle-

ment, crée une atmosphère antisoviétique qui aggrave les rapports entre le P.C. (b) et le P.C.Y.

Nous reconnaissons sans condition le droit au parti communiste yougoslave, de même qu'à chaque parti communiste, de critiquer le P.C. (b), comme le P. C. (b) a également le droit de critiquer tout autre parti communiste. Mais le marxisme exige que la critique soit franche et honnête, et non dissimulée et calomnieuse, privant celui qui est critiqué de la possibilité de répondre. Cependant, la critique de la part des dirigeants yougoslaves n'est ni franche ni honnête, mais de derrière les coulisses et malhonnête. C'est une critique hypocrite car, tout en discréditant par leur « critique » le P.C. (b) derrière son dos, les dirigeants yougoslaves le vantent publiquement et l'élèvent jusqu'aux cieux.

C'est justement pourquoi une semblable critique devient calomnieuse, une tentative de discréditer le P.C. (b), une tentative de détrôner le système soviétique.

Nous ne doutons pas que les masses yougoslaves du parti rejetteraient avec indignation cette critique antisoviétique, comme leur étant étrangère et hostile, si elles pouvaient seulement supposer son existence. Nous pensons que les dirigeants yougoslaves en question s'efforcent, justement à cause de cela, de faire ces critiques secrètement, dans les coulisses, derrière le dos des masses.

Il n'est pas inutile de rappeler que, lorsqu'il entreprit de déclarer la guerre au P.C. (b), Trotsky commença également par accuser le P.C. (b) de dégénérescence, d'étroitesse nationaliste, de chauvinisme. Bien entendu, il dissimulait tout cela derrière des phrases gauchistes sur la révolution mondiale. Néan-

moins, on sait que Trotsky était un r n gat, et que plus tard, étant démasqué, il passa ouvertement au camp des ennemis jurés du P.C. (b) et de l'Union soviétique.

Nous pensions que la carrière politique de Trotsky était suffisamment instructive.

Deuxièmement. La situation actuelle du Parti communiste yougoslave suscite nos craintes. Le fait que le Parti communiste de Yougoslavie, tout en étant le parti dirigeant, n'est toujours pas complètement légalisé, qu'il se trouve toujours dans une position semi-légale, laisse une impression étrange. Les décisions des organes du Parti ne sont généralement pas publiées dans la presse. On ne publie également pas de rapports sur les réunions du Parti.

Dans la vie du Parti communiste de Yougoslavie on ne sent pas de démocratie intérieure. Le C.C. du Parti, dans sa majorité, n'est pas élu mais coopté. Il n'y a pas de critique et d'auto-critique dans le Parti, ou presque pas. Il est caractéristique que le secrétaire administratif du Parti est ministre de la Sûreté d'Etat, en d'autres termes, les cadres du parti sont mis sous la surveillance du ministre de la Sûreté d'Etat. Selon la théorie marxiste, le parti doit contrôler tous les organes d'Etat du pays, et parmi eux le ministre de la Sûreté d'Etat  galement. Or en Yougoslavie c'est l'inverse, puisqu'en réalité c'est le parti qui est contrôlé par le ministre de la Sûreté d'Etat. C'est ce qui explique probablement le fait que l'initiative des masses du parti en Yougoslavie n'est pas ce qu'elle devrait être.

Il est compréhensible que nous ne pouvons pas considérer une telle organisation du parti communiste comme marxiste-léniniste, comme bolchévique.

Dans le parti communiste de Yougoslavie on ne sent pas l'esprit d'une politique de lutte de classe. L'accroissement des éléments capitalistes dans les campagnes comme dans les villes avance à grands pas, et la direction du parti ne prend aucune mesure pour limiter les éléments capitalistes. Le parti communiste de Yougoslavie se berce dans l'illusion de la théorie opportuniste pourrie d'une intégration pacifique des éléments capitalistes dans le socialisme, théorie empruntée à Berstein, Folmar, Bukarine.

Selon la théorie marxiste-léniniste, le parti est considéré comme la force dirigeante fondamentale d'un pays, possédant son programme propre et ne se diluant pas dans la masse des sans-parti. En Yougoslavie au contraire, c'est le Front populaire qui est considéré comme la force dirigeante fondamentale tandis qu'on tend à diluer le parti dans le Front populaire. Dans son discours au second congrès du Front populaire de Yougoslavie, le camarade Tito a dit :

« Le Parti communiste de Yougoslavie a-t-il un autre programme, différent de celui du Front populaire ? Non. Le Parti communiste n'a pas d'autre programme. Le programme du Front populaire est son programme. »

En Yougoslavie, il se trouve qu'on considère cette bizarre théorie comme une théorie nouvelle. Mais en réalité, il n'y a là rien de nouveau. En Russie, il y a déjà 40 ans, une partie des menchéviks proposait que le parti marxiste se dissolve dans l'organisation ouvrière de masse sans-parti et que le premier soit remplacé par la seconde; l'autre partie des menchéviks proposait que le parti marxiste se dis-

solve dans l'organisation de masse sans-parti des travailleurs ouvriers et paysans, et que le premier soit remplacé par la seconde. On sait que Lénine qualifia alors ces menchéviks de méchants opportunistes et de liquidateurs du parti.

Troisièmement. Nous ne pouvons comprendre pourquoi l'espion anglais Vélébit se trouve toujours au Ministère des Affaires Etrangères, occupant le poste de ministre adjoint.

Les camarades yougoslaves savent que Vélébit est un espion anglais. Ils savent aussi que les représentants du Gouvernement soviétique considèrent également Vélébit comme espion anglais. Et malgré tout cela on laisse Vélébit premier adjoint du ministre des Affaires étrangères de Yougoslavie. Il est possible que le Gouvernement yougoslave pense utiliser Vélébit justement en tant qu'espion anglais. On sait que les gouvernements bourgeois considèrent comme parfaitement normal d'avoir dans leur appareil d'Etat des espions des grands Etats impérialistes dont ils veulent s'assurer la bienveillance, et qu'ils acceptent ainsi de se placer sous leur contrôle. Nous considérons une telle pratique comme absolument inadmissible pour des marxistes. De toute manière, le Gouvernement soviétique ne peut pas placer sa correspondance avec le Gouvernement yougoslave sous le contrôle d'un espion anglais. Il est compréhensible que si Vélébit continue à faire partie du personnel dirigeant des affaires étrangères de Yougoslavie, le Gouvernement soviétique estimera être dans une position difficile et dans l'impossibilité de correspondre ouvertement avec le Gouvernement yougoslave par l'intermédiaire du Ministère des Affaires étrangères de Yougoslavie.

Approved For Release 2004/02/19 : CIA-RDP82-00457R007400310005-5

Tels sont les faits qui provoquent le mécontentement du Gouvernement soviétique et du C.C. du P.C. (b) et l'aggravation des rapports entre l'U.R. S.S. et la Yougoslavie.

Ces faits, ainsi qu'il a déjà été dit, ne sont pas liés à la question du rappel des techniciens militaires et civils, mais cela ne veut pas dire qu'ils jouent pour cela un rôle moindre dans l'aggravation des rapports entre nos pays.

Moscou, le 27 mars 1948. *Le C.C. du P.C. (b).*

Approved For Release 2004/02/19 : CIA-RDP82-00457R007400310005-5

AUX CAMARADES
J.-V. STALINE ET V.-M. MOLOTOV

Répondant à votre lettre du 27 mars 1948, nous devons tout d'abord souligner que nous avons été terriblement étonnés de son ton et de son contenu. Nous considérons que la cause d'un tel contenu de cette lettre, c'est-à-dire des accusations qu'elle formule et de la façon dont sont traitées les diverses questions, est une connaissance insuffisante de l'état de choses chez nous. Il nous est impossible d'expliquer vos conclusions autrement que par le fait que le Gouvernement de l'U.R.S.S. reçoit des informations inexactes et tendancieuses de ses services qui, mal renseignés, peuvent recueillir de pareilles informations auprès de différentes personnes, soit des éléments notoirement hostiles au Parti, soit des mécontents divers. Au Plénum du Comité Central du P.C.Y. il est apparu clairement et il a été confirmé que les principaux coupables fournissant aux représentants soviétiques en Yougoslavie ces informations inexactes et calomniatrices, tant en ce qui concerne les prétendues déclarations de certains dirigeants qu'au sujet de

notre Parti en général, étaient les membres du C.C. du P. C. Y., S. Jouyovitch et A. Hébrang. Avec ces informations fausses et calomniatrices, ils voulaient masquer leur activité dirigée contre le Parti, et leurs tendances et tentatives, manifestées déjà bien longtemps auparavant, de briser l'unité de la direction et du Parti en général. En outre, les renseignements fournis par de tels gens ne peuvent être ni objectifs, ni bien intentionnés, ni exacts, et ils ont habituellement un but bien déterminé. En l'occurrence : ces renseignements ont pour but de porter tort à la direction de notre Parti, c'est-à-dire à la Yougoslavie nouvelle, d'augmenter les difficultés déjà suffisamment grandes du travail de reconstruction du pays, de rendre impossible l'exécution du plan quinquennal, et par là même la réalisation du socialisme dans notre pays. Nous ne parvenons pas à comprendre pourquoi les représentants de l'U. R. S. S. n'ont encore jamais cherché jusqu'aujourd'hui à vérifier tout d'abord ces informations auprès des personnalités responsables de notre pays, ou à demander des éclaircissements soit au Comité Central du P.C.Y., soit au Gouvernement. Nous considérons que fournir de pareilles informations signifie agir contre le Parti, et même contre l'Etat, car cela trouble les rapports entre nos deux pays.

Quelque amour que chacun de nous ressente pour l'U.R.S.S., pays du socialisme, il ne doit en aucun cas en aimer moins son propre pays, qui lui aussi édifie le socialisme, et ce pays, dans le cas concret, c'est la République Fédérative Populaire de Yougoslavie, pour laquelle sont tombés des centaines de milliers de ses fils les plus progressistes. Nous

savons très bien que c'est aussi de cette manière que l'on conçoit les choses en Union Soviétique.

Nous sommes particulièrement étonnés que tout cela n'ait pas été évoqué lorsque Kardelj, Djilas, Bakaritch se trouvaient à Moscou comme délégués de notre Parti et de notre Gouvernement. Comme il ressort de votre lettre, les informations mentionnées et d'autres semblables étaient en possession de votre Gouvernement avant l'arrivée de notre délégation à Moscou. Il nous semble qu'alors on aurait pu poser à notre délégation aussi bien la question de la manière dont étaient traités les spécialistes militaires et civils que les autres questions.

Nous pensons qu'il aurait fallu faire savoir à notre Gouvernement, par l'entremise de cette délégation, et même auparavant, de n'importe quelle manière, que le Gouvernement soviétique n'était pas content de l'attitude de nos gens envers les spécialistes soviétiques, et qu'il fallait que cela fût, d'une manière ou d'une autre, tiré au clair. Au lieu de cela, les choses en sont venues au point que le Gouvernement de l'U.R.S.S., par sa décision de retirer les spécialistes militaires et civils sans préavis officiel, nous place devant un fait accompli, et qu'ainsi nous sont créées des difficultés supplémentaires.

Puisque nous en sommes au retrait des spécialistes militaires soviétiques, nous ne pouvons trouver, en fait de raison pourquoi le gouvernement de l'U.R.S.S. a retiré ses spécialistes de Yougoslavie, rien d'autre que le fait que nous avons décidé d'en réduire le nombre au plus strict nécessaire, pour cause de difficultés financières. Dès 1946, le Président du Gouvernement Fédéral Tito avait officielle-

ment fait savoir à l'ambassadeur du Gouvernement soviétique Lavrentiev qu'il nous était à peu près impossible, pour nombre de raisons, de payer de si hauts traitements aux spécialistes militaires soviétiques, et il l'avait prié de signaler cela au Gouvernement soviétique, lui communiquant notre désir d'obtenir une atténuation des conditions de paiement des spécialistes. L'ambassadeur Lavrentiev nous apporta la réponse du Gouvernement soviétique, que les traitements ne pouvaient être diminués et que nous devions résoudre cette question comme nous le pourrions. Tito déclara aussitôt à Lavrentiev que nous serions obligés dès lors de réduire le nombre de ces spécialistes, dès qu'il serait possible de le faire sans trop grand dommage pour la mise en état de notre armée. Les traitements des spécialistes soviétiques étaient quatre fois supérieurs à ceux de nos ministres fédéraux. Un commandant d'armée chez nous, avec le grade de général-lieutenant ou de général-colonel, touchait alors de neuf à onze mille dinars par mois, et un spécialiste militaire soviétique, avec le grade de lieutenant-colonel, de colonel ou de général, touchait de trente à quarante mille dinars. A la même époque, un ministre de notre Gouvernement fédéral recevait douze mille dinars de traitement mensuel. Nous ressentions cela non seulement comme un fardeau financier, mais aussi comme une erreur politique, car nos gens ne pouvaient comprendre cela. Par conséquent, notre décision de réduire le nombre des spécialistes militaires soviétiques résulte uniquement des raisons que nous venons d'exposer et d'aucune autre. D'autre part, nous n'excluons pas la possibilité de quelque remarque déplacée faite par quelqu'un de nos gens. Dans de pareils cas, il convient de nous faire parvenir une documentation vérifiée sur l'affaire, et

nous ne manquerions certes pas de prendre des mesures pour que la chose ne se renouvelle pas. Il faut aussi mentionner ici que certains spécialistes soviétiques, eux non plus, ne se sont pas toujours conduits comme il le fallait, et que cela a pu indisposer nos gens et provoquer, contre notre volonté, telles ou telles réflexions qui ont été ensuite déformées et, ainsi déformées, communiquées au commandement de l'armée soviétique. Mais nous considérons que ce sont là des choses si peu importantes qu'elles ne devraient pas jouer un rôle aggravant nos rapports d'Etat à Etat.

Nous avons été particulièrement surpris du passage de votre lettre où réapparaissent de vieilles histoires sur Djilas. Il y est dit : « A la lumière de ces faits devient parfaitement compréhensible la fameuse déclaration, blessante pour l'Armée Soviétique, que fit Djilas à une séance du Comité Central du P.C.Y., disant que les officiers soviétiques sont au point de vue moral inférieurs aux officiers anglais. » Djilas n'a jamais fait pareille déclaration sous pareille forme. Tito a expliqué la chose, par écrit et oralement, déjà en 1945. Cette explication a été alors acceptée aussi bien par le camarade Staline que par les autres membres du Bureau Politique du Comité Central du P.C. (b.) de l'U.R.S.S. Nous ne parvenons pas à comprendre pourquoi vous invoquez de nouveau comme argument une chose dont il a été démontré qu'elle était déformée et inexacte. Nous soulignons encore une fois que de pareilles vues sur les officiers soviétiques ne sont celles ni de Djilas, ni d'aucun de nos dirigeants. Une telle opinion ne peut être celle que d'un homme qui est non seulement l'ennemi de l'U.R.S.S., mais aussi l'ennemi de la Yougoslavie.

Approved For Release 2004/02/19 : CIA-RDP82-00457R007400310005-5

Dans nos relations commerciales, il y a des choses qu'il faudrait éliminer pour que ces relations puissent se développer comme il faut. Nous ne nions pas, à cet égard, qu'il y a eu de notre part des manquements dans les affaires commerciales, mais nous ne pouvons pas croire que cela puisse être une raison suffisante pour affaiblir notre collaboration commerciale. Nous ne pouvons pas croire que l'incident de Kroutikov et de nos représentants commerciaux ne soit qu'un pur malentendu. Kroutikov a dit clairement à nos représentants que notre délégation commerciale, qui attendait déjà à Belgrade de partir pour Moscou, n'avait pas besoin de venir, puisque le Gouvernement de l'U. R. S. S. n'allait pas pouvoir signer le protocole de nouveaux échanges de marchandises pour 1948, et que ce ne serait qu'à la fin de 1948 qu'on pourrait reparler de cette question. Cela a été dit par Kroutikov à notre ministre adjoint du Commerce extérieur, le camarade Tsrnobra, et à notre attaché commercial à Moscou. Et comme nos représentants commerciaux lui demandaient si c'était la position du Gouvernement soviétique, Kroutikov a répondu affirmativement.

Nous pensons que s'il y a eu quelques irrégularités de la part de nos organes commerciaux — et nous croyons que de pareils cas ont pu se produire en ce qui concerne la livraison de marchandises et les rapports commerciaux en général — on pouvait trouver un moyen de régler les choses, c'est-à-dire de se mettre d'accord et d'éliminer ce qui gêne le développement régulier des relations commerciales entre nos deux pays.

Nous considérons que tout ce qui entrave le bon fonctionnement de la collaboration économique entre

Approved For Release 2004/02/19 : CIA-RDP82-00457R007400310005-5

les deux pays devrait être examiné et écarté en commun.

Les affirmations de votre lettre, que nos organes de la Sécurité d'Etat filent les spécialistes soviétiques et les autres personnes soviétiques, ne correspondent pas à la réalité. Personne n'a jamais pris aucune décision de cette sorte, et il n'est pas vrai que les personnes soviétiques soient filées. C'est là une information sans aucun fondement. Encore moins est-il exact que les organes du Gouvernement soviétique et le camarade Youdine du Kominformburo soient filés de la sorte.

Nous ne pouvons pas comprendre qui a pu avoir besoin d'une semblable calomnie pour abuser le Gouvernement de l'U.R.S.S. Sur ce point aussi, nous souhaiterions qu'on nous soumit des faits concrets.

Il ressort de votre lettre du 27 mars qu'on fait chez nous de la critique antisoviétique, de la critique du Parti Communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S. Il y est dit que cette critique se fait dans le cercle des personnalités dirigeantes du P.C.Y. Et aussi, que cette critique se fait derrière le dos des masses, des membres du Parti, que cette critique est malhonnête, de derrière les coulisses, hypocrite, etc. Des noms sont avancés : Djilas, Voukmanovitch, Kidritch, Rankovitch, et on ajoute : et d'autres. On cite, donc, les noms de quelques-uns des plus connus et des plus populaires parmi les dirigeants de la nouvelle Yougoslavie, éprouvés dans nombre de situations difficiles pour notre Parti.

Il nous est extrêmement difficile de comprendre comment on peut avancer de si graves accusations sans en indiquer les sources. Encore plus stupéfiante est la comparaison des déclarations prêtées à nos dirigeants avec les déclarations que fit jadis Trotzki.

La lettre cite quelques-unes de ces prétendues déclarations, comme, par exemple : « Le Parti Communiste soviétique dégénère », « L'U.R.S.S. aspire à se rendre maître économiquement de la Yougoslavie », « Il règne en U.R.S.S. un chauvinisme de grande puissance », « Le Kominformburo est un instrument du P.C. (b.) pour subjuguier les autres partis ». Et plus loin : « Ces déclarations antisoviétiques se camouflent ordinairement derrière des phrases gauchistes comme quoi « le socialisme en U.R.S.S. a cessé d'être révolutionnaire », que la Yougoslavie seule est le vrai représentant du « socialisme révolutionnaire ».

Avec de telles informations, rassemblées, durant une longue période, aux diverses sources douteuses, sur des propos, tendancieusement attribués à des personnalités dirigeantes de la nouvelle Yougoslavie, et servis comme tels aux dirigeants de l'U.R.S.S. — il est sans doute possible d'établir des conclusions erronées et de caractériser tout cela comme des déclarations antisoviétiques. Mais nous considérons qu'il ne convient pas, sur la foi de gens non éprouvés et de renseignements douteux, d'établir des conclusions et des accusations, telles que celles qui sont formulées dans cette lettre, contre des hommes qui ont de grands mérites pour la popularisation de l'U.R.S.S. en Yougoslavie et qui ont gagné d'incalculables titres de mérite dans la Guerre de Libération. Peut-on croire vraiment que des hommes sont restés six, huit, dix ans et davantage au bagne — et notamment à cause de leur travail pour rendre populaire l'U.R.S.S. — peuvent être tels qu'ils sont présentés dans la lettre du 27 mars ? Non, on ne le peut pas. Et tels sont la plupart des hauts dirigeants actuels de la nouvelle Yougoslavie qui, le 27 mars

1941, menaient les masses dans la rue contre le régime antipopulaire de Tsvetkovitch et de Matchek, lequel venait de signer le Pacte Anti-Komintern et voulait atteler la Yougoslavie au char fasciste de l'Axe. Ce sont les mêmes hommes qui, à la tête des peuples insurgés de Yougoslavie, l'arme à la main, se battaient dans les conditions les plus dures à côté de l'Union Soviétique, comme ses seuls alliés sincères, croyant fermement, comme ils croient aujourd'hui, au système soviétique, au socialisme.

De tels hommes ne peuvent pas travailler à « détrôner le système soviétique », car cela équivaudrait à trahir leurs convictions, leur passé. Nous considérons qu'on ne devrait pas juger ces hommes sur la foi de renseignements douteux, mais bien sur la base de leur longue activité révolutionnaire.

Appeler de tels hommes, hypocrites, parce que devant les masses ils élèvent le Parti Communiste bolchevik de l'U.R.S.S. « aux nues » — comme il est dit dans la lettre — est véritablement effrayant et insultant. On lit encore dans cette lettre : « Nous ne doutons pas que les masses yougoslaves du parti rejetteraient avec indignation cette critique anti-soviétique, comme leur étant étrangère, hostile, si elles pouvaient seulement en supposer l'existence ». Oui, nous aussi nous croyons qu'il en serait ainsi si les choses étaient telles qu'elles sont présentées dans cette lettre. « Nous pensons que c'est justement pour cela que ces dirigeants yougoslaves s'efforcent de faire ces critiques secrètement, dans les coulisses, derrière le dos des masses ». Mais on n'a pas eu, on n'a pas pu avoir à se cacher des masses, pour la simple raison qu'il n'y a pas eu, qu'il n'a pu y avoir de semblable

critique de l'Union Soviétique ou du Parti Communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S.

Opposer ici la direction aux masses est une erreur parce que les dirigeants actuels de la Yougoslavie et les masses — c'est la même chose, parce que les deux sont indissolublement liés par la lutte contre les régimes anti-populaires avant la guerre, par la lutte pendant la grande Guerre de Libération, et aujourd'hui par les immenses efforts du travail de reconstruction du pays et de réalisation du socialisme.

Il y a chez beaucoup de gens soviétiques une conception erronée, à savoir que les sympathies des masses populaires de Yougoslavie envers l'U.R.S.S. sont venues d'elles-mêmes, sur la base d'une tradition qui remonte au temps de la Russie tsariste. Il n'en est pas ainsi. L'amour de l'U.R.S.S. n'est pas venu tout seul, il a été patiemment inculqué aux masses du parti, et du peuple en général, par les dirigeants actuels de la nouvelle Yougoslavie, y compris surtout ceux qui dans la lettre sont l'objet de si lourdes accusations. Ce sont les dirigeants actuels de la Yougoslavie qui, longtemps avant la guerre, n'épargnant ni le labeur ni les sacrifices, ont avec persévérance dévoilé devant les masses la vérité sur l'Union Soviétique et inculqué aux masses de Yougoslavie l'amour du pays et du socialisme.

Le camarade Molotov a prétendu, par exemple, que Djilas avait donné pour directive de ne pas étudier, dans les écoles et les cours du Parti, l'« Histoire du Parti Communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S. ». C'est absolument inexact : une telle directive n'existe pas et n'a été donnée par personne. Bien au contraire, l'« Histoire du P.C. (b.) de

l'U.R.S.S. » est et continue d'être étudiée dans toutes nos écoles du Parti et dans de nombreux cours. Ce qu'il y a de vrai dans tout cela, c'est que, à plusieurs reprises, dans des réunions du Parti, Djilas a déclaré que, dans les organisations de base du Parti, les membres insuffisamment instruits comprenaient mal certains problèmes de l' « Histoire du P.C. (b.) de l'U.R.S.S. », et en faisaient une application mécanique à l'évolution de la Yougoslavie. Par exemple, la question des deux étapes de la Révolution, la question du communisme de guerre, la question de la N.E.P., etc. Et il ajoutait qu'à cette catégorie de membres, il valait mieux donner à étudier, au début, les « Fondements du Léninisme » de Staline.

Il convient, à ce propos, de souligner que l' « Histoire du P.C. (b.) de l'U.R.S.S. » a été éditée quatre fois, dans la clandestinité, avant et pendant la guerre, et qu'après la guerre elle a été publiée, dans toutes les langues nationales, à 250.000 exemplaires. Il en est de même des autres ouvrages de Staline et de Lénine, par exemple des « Questions du Léninisme », publiées à 125.000 exemplaires.

Sur la question de la vie intérieure du Parti Communiste de Yougoslavie, qui est abordée dans votre lettre, il est visible que vous avez reçu des informations complètement inexactes et une image faussée de la réalité. Nous ne pouvons donc pas souscrire à votre appréciation sur notre Parti.

Le Comité Central du P.C.Y. ne comprend pas une majorité de membres cooptés, ainsi qu'il est affirmé dans votre lettre, et les choses se présentent comme suit : Un Comité Central du P.C.Y., comprenant 31 membres et 10 suppléants, a été élu à

la Cinquième Conférence du Parti, tenue en décembre 1940, dans la plus profonde clandestinité, conférence à laquelle étaient présents 110 délégués de toute la Yougoslavie et qui, par décision du Komintern, avait tous les droits d'un Congrès. Sur ce nombre, 10 membres et 6 suppléants du Comité Central ont péri dans la guerre. Des 7 membres du Bureau Politique élu en 1940, cinq sont restés vivants et travaillent encore aujourd'hui. Le Bureau Politique invite à ses séances les membres du Comité Central du P.C.Y. qui se trouvent à Belgrade. Au Comité Central du P.C.Y. ont été cooptés en tout 7 nouveaux membres, choisis parmi les suppléants et les meilleurs dirigeants du Parti. Enfin, du Comité Central du P.C.Y. ont été exclus au cours de la guerre deux membres, en sorte qu'aujourd'hui vivent et travaillent 19 membres du Comité Central du P.C.Y. élus à la Conférence et 7 membres cooptés, et le Comité Central se compose, par conséquent, de 26 membres. C'est ainsi, et non autrement, que se présentent les choses.

Pour ce qui est des remarques sur la non-convocation du Congrès du Parti, il convient de rappeler ici que le Bureau Politique du Comité Central du P.C.Y. effectue depuis un an déjà des préparatifs pour le Congrès du P.C.Y. Nous considérons que ce Congrès doit être préparé de telle sorte qu'il n'ait pas seulement un caractère de manifestation, mais qu'il soit le Congrès où seront adoptés les statuts et le programme du Parti, programme qui sera aussi, pour l'essentiel, adopté plus tard par le Front Populaire en son Congrès.

Sur quelle base est-il affirmé dans la lettre qu'il n'y a pas de démocratie dans notre Parti ? Peut-être sur la base des informations de Lavrentiev ?

Mais d'où tient-il de telles informations ? Nous considérons qu'en tant qu'ambassadeur, il n'a pas le droit de demander à qui que ce soit des rapports sur le travail de notre Parti — ce n'est pas son affaire. Ces informations, le Comité Central du P.C. (b.) de l'U.R.S.S. peut les obtenir du Comité Central du P.C.Y.

Le fait que le secrétaire d'organisation du P.C.Y. soit en même temps ministre de la Sécurité d'Etat n'entrave en aucun cas l'auto-initiative des organisations du Parti. C'est-à-dire, le Parti n'est nullement mis sous le contrôle des organes de la Sécurité d'Etat ; ce contrôle est exercé par le Comité Central du P.C.Y., et le ministre de la Sécurité d'Etat en est un membre. En outre, il faut ajouter que le chef de la direction des cadres près le Comité Central du P.C.Y. est Zékovitch, et non Rankovitch.

Il n'est pas exact qu'il n'y ait pas chez nous, dans le Parti, de liberté de critique. Il y a dans notre Parti liberté de critique et d'auto-critique, qui s'exerce dans les réunions régulières du Parti et dans les conférences des groupes actifs. Par conséquent, cette inexactitude a été inventée par quelqu'un et livrée comme information au Comité Central du P.C. (b.) de l'U.R.S.S.

L'information selon laquelle une politique de lutte de classe ne se ferait pas sentir, dans le P.C.Y., selon laquelle, à la campagne et à la ville, se renforceraient les éléments capitalistes, etc., est totalement inexacte. D'où vient pareille constatation, alors qu'il est connu du monde entier que nulle part sur la terre, depuis la Révolution d'Octobre, n'ont été accomplis des changements sociaux aussi radicaux et aussi complets qu'en Yougoslavie ? C'est un fait que personne

ne peut nous contester. Il est par conséquent incompréhensible qu'on puisse parler, à propos de notre Parti, de Bernstein, Folmar, Boukharine et d'opportunisme pourri. Nous ne pouvons que protester contre de semblables inexactitudes qui sont des insultes à notre Parti.

On parle ensuite dans la lettre du rapport du camarade Tito au deuxième Congrès du Front Populaire de Yougoslavie ; on extrait de ce rapport une courte citation, et l'on établit une comparaison avec la tentative de dilution du Parti social-démocrate russe, tentative faite par les mencheviks il y a quarante ans.

Premièrement, cela se passait il y a quarante ans, sous le tsarisme, tandis que nous avons aujourd'hui en Yougoslavie le pouvoir en nos mains, c'est-à-dire que le P. C. Y. a le rôle dirigeant au pouvoir. Si l'on considère le processus de l'évolution sociale, on doit inévitablement quelque peu modifier les formes d'organisation, modifier les méthodes de travail et les formes de direction des masses, pour atteindre plus facilement les objectifs fixés.

Deuxièmement, le Front Populaire de Yougoslavie est non seulement égal en qualité à certains partis communistes, qui admettent dans leurs rangs quiconque veut y entrer, mais même les surpasse par son organisation et son activité. Tout le monde ne peut pas entrer dans le Front Populaire, bien que celui-ci compte aujourd'hui près de 7 millions de membres.

Troisièmement, le P.C.Y. s'est complètement assuré la direction du Front Populaire, car il en est le noyau. Par conséquent, il n'y a aucun danger

qu'il s'y dilue, ainsi qu'il est dit dans la lettre. Par l'intermédiaire du Front Populaire, le P.C.Y. réalise graduellement son programme que le Front accepte librement, le considérant en même temps comme son propre programme. Voilà en vertu de quoi Tito a dit que le P.C.Y. n'a pas d'autre programme.

Il nous est pénible qu'on écrive ainsi à notre sujet, et nous rappelons le fait que les partis communistes de certains pays changent non seulement la forme de leur travail, mais même le nom du parti, comme c'est le cas en Bulgarie, en Pologne, et cela non sans l'assentiment du Comité Central du P.C. (b.) de l'U.R.S.S. Sans doute est-il nécessaire dans ces pays que les partis s'engagent sur cette voie, mais chez nous la combinaison d'un Front ayant à sa tête un Parti Communiste avec une forte organisation intérieure et rassemblant puissamment autour de lui les masses du Front, s'est révélée la meilleure. Et, cependant, on ne reproche pas aux autres partis de se noyer dans les masses, bien qu'ils aient et des formes de travail, et des formes d'organisation, adaptées aux conditions nouvelles de leur pays.

Pourquoi donc nous contester des faits qui sont irréfutables et connus depuis longtemps déjà ? Nous sommes profondément convaincus que les résultats obtenus par notre Parti au cours de la guerre et après la guerre parlent d'eux-mêmes, et disent que le P. C. Y. est fort, monolithe, capable de conduire le pays au socialisme, capable de mener les peuples de Yougoslavie dans toute situation, si difficile soit-elle.

Notre Parti n'est pas semi-légal — comme il est dit dans la lettre — mais complètement légal, connu

de chacun en Yougoslavie comme étant la force dirigeante.

Ce qui fait le fond de la question, c'est que, justement, vous n'êtes pas renseigné sur le caractère du Front populaire en Yougoslavie, et que vous nous critiquez de ne pas publier de comptes rendus des réunions et conférences du Parti. Toutes les décisions importantes — depuis le Gouvernement fédéral jusqu'en bas, pour toutes les questions de la vie sociale et étatique — sont ou des décisions du Parti, ou des décisions prises sur l'initiative du Parti, et le peuple les comprend et les accueille comme telles. Par conséquent, nous considérons comme inutile d'annoncer que telle ou telle décision a été prise à telle ou telle conférence du Parti.

L'énorme prestige que notre Parti a acquis jusqu'à présent, en vertu des résultats obtenus, et cela non seulement dans notre pays, mais dans le monde en général, témoigne éloquemment de ce qu'il est. D'autre part, nous soulignons ici que si notre Parti a obtenu ces résultats, c'est parce qu'il s'est servi de la science de Marx, d'Engels, de Lénine et de Staline, et qu'il a profité de l'expérience du P.C. (b.) de l'U.R.S.S., en l'adaptant aux conditions données. Aussi ne pouvons-nous pas comprendre votre affirmation d'après laquelle nos dirigeants, hypocritement et « pharisaïquement, célèbrent et portent aux nues le P.C. (b.) de l'U.R.S.S. » en même temps qu'ils travaillent contre lui — comme le prétend la lettre.

Nous ne pouvons pas croire que le Comité Central du P.C. (b.) de l'U.R.S.S. pourrait contester les mérites de notre Parti et les résultats qu'il a acquis

jusqu'à présent, car nous nous souvenons que l'hommage lui en a été rendu plus d'une fois non seulement par de nombreux dirigeants de l'U.R.S.S., mais par le camarade Staline lui-même. De même nous sommes d'avis que, dans la transformation sociale accomplie en Yougoslavie, il y a nombre de traits spécifiques qui peuvent être utilement mis à profit dans le développement révolutionnaire d'autres pays, qui y sont déjà mis à profit. Cela ne signifie pas que nous voulons par là rejeter dans l'ombre le rôle du P.C. (b.) de l'U.R.S.S., le rôle de son système social. Au contraire, nous étudions et prenons pour exemple le système soviétique, mais nous construisons le socialisme dans notre pays sous des formes quelque peu différentes. Dans l'étape actuellement fixée, dans les conditions spécifiques de notre pays, dans la situation internationale créée après la Guerre de Libération, nous nous efforçons d'appliquer les formes de travail les mieux appropriées à la réalisation du socialisme. Nous ne le faisons pas pour démontrer que la voie que nous suivons est meilleure que celle qu'a prise l'Union Soviétique, ou que nous inventons quelque chose de nouveau, mais seulement parce que la vie nous l'impose quotidiennement.

En ce qui concerne Vélébit et la question de savoir pourquoi il se trouve encore aujourd'hui au Ministère des Affaires Etrangères, la chose se présente ainsi : Kardelj et Djilas ont dit à une certaine occasion au camarade Molotov que tout ne nous était pas clair chez Vélébit. Nous n'avions, à l'époque, aucune preuve concrète, nous n'en avons pas davantage aujourd'hui, et cette affaire est toujours en cours d'enquête, et nous ne voudrions pas écarter et perdre un homme sur un simple soupçon.

Approved For Release 2004/02/19 : CIA-RDP82-00457R007400310005-5

Qu'est-ce qui nous impose de ne pas agir trop précipitamment au sujet de Vélébit ? Premièrement, Vélébit est membre du Parti depuis 1939, et avant cette date, il a rendu de grands services au Parti. Il a reçu de Tito, en 1940, la tâche confidentielle de louer en son propre nom, à Zagreb, une villa où fut installé un poste de radio du Komintern, et où habitèrent Valdès avec sa femme comme radio-opératrice. Vélébit a assuré aussi, en même temps, un service de courrier. Tout cela a duré un certain temps même sous l'occupation, et présentait, cela va de soi, un péril pour sa vie. En 1942, Vélébit, par ordre du Parti, est passé chez les Partisans et s'y est bien conduit. Plus tard, il a été chargé d'une mission à l'étranger et il l'a bien accomplie. Nous examinons maintenant tout son passé. Si le Gouvernement soviétique a, à son sujet, quelque chose de concret, nous le prions de nous transmettre cette documentation. Néanmoins, sans autre considération, nous allons le révoquer immédiatement de son poste au ministère des Affaires Etrangères.

Dès lors, les accusations de votre lettre, à ce sujet, sont véritablement surprenantes et blessantes, tant pour le Comité Central du P.C.Y. que pour tout le Gouvernement. Vous nous comparez à certains Etats bourgeois qui tolèrent des espions pour complaire à certaines grandes puissances. Voici ce qu'il y a dans votre lettre, et ce que nous tenons pour inadmissible à l'égard d'un Gouvernement qui est plus qu'ami et allié : « Il est possible que le Gouvernement yougoslave pense utiliser Vélébit justement en tant qu'espion anglais. On le sait, que les gouvernements bourgeois considèrent comme tout à fait normal d'avoir dans leur appareil d'Etat des espions

Approved For Release 2004/02/19 : CIA-RDP82-00457R007400310005-5

des grandes puissances impérialistes dont ils souhaitent s'assurer les bonnes grâces, et ils consentent à se mettre de la sorte sous le contrôle de ces puissances ». Tels sont les termes employés dans la lettre. On ne peut lire cela sans être profondément indigné et stupéfait d'une pareille manière d'écrire à un Gouvernement qui représente un peuple de seize millions qui dans la Guerre de Libération a consenti, aux côtés de l'U.R.S.S., les plus lourds sacrifices, et qui, si le besoin en était, serait l'allié le plus fidèle dans la bataille.

Si l'on nous demandait s'il y a quelque chose dont nous soyons mécontents en ce qui vous concerne, nous dirions franchement que nous avons plus d'une raison de mécontentement. Quelles sont ces raisons ? Il ne serait pas possible de les énumérer toutes dans cette lettre, aussi n'en citerons-nous que quelques-unes. Tout d'abord, nous considérons comme incorrect que les organes du service soviétique de renseignement recrutent chez nous, dans un pays qui va vers le socialisme, nos citoyens pour leur service. Nous ne pouvons considérer cela que comme dirigé contre les intérêts de notre pays. Cela se pratique en dépit des protestations de nos dirigeants et de nos organes de la Sécurité d'Etat qui ont fait savoir que nous ne pouvions pas le permettre. On recrute parmi nos officiers, on recrute parmi les dirigeants, on recrute parmi ceux qui sont animés de sentiments hostiles envers la Yougoslavie nouvelle.

Nous avons les preuves que certains organes du service soviétique de renseignement, en faisant leur recrutement parmi les membres de notre Parti, élèvent des soupçons contre nos dirigeants, s'attaquent à leur réputation, les dépeignent comme incapables

et suspects. Par exemple, le colonel Stepanov, dès 1945, n'a pas eu de scrupules, en essayant de racoler un de nos bons camarades travaillant à la section centrale de chiffage et de déchiffage dans notre appareil de sécurité d'Etat, à noircir et à présenter comme suspects tous nos dirigeants — tout en concédant que « pour le moment le maréchal Tito travaillait convenablement ». De pareils cas ont continué à se produire jusqu'à présent. Cela signifie en même temps que ce racolage ne se fait pas dans le but de lutter contre quelque pays capitaliste, et nous sommes inévitablement amenés à conclure qu'il nuit à notre unité intérieure, tue la confiance dans la direction, démoralise les gens, tend à compromettre les dirigeants et devient la source quotidienne de fausses informations. Une telle activité des organes du service soviétique de renseignement ne peut pas être qualifiée de loyale et d'amicale envers notre pays, qui marche vers le socialisme et qui est le plus fidèle allié de l'U.R.S.S.

Il ne nous est pas possible de consentir que le service soviétique de renseignement constitue son réseau en Yougoslavie. Nous avons la Sécurité d'Etat et notre propre service de renseignement pour la lutte contre toute sorte d'éléments capitalistes étrangers et contre l'ennemi de classe à l'intérieur du pays, et si les organes soviétiques de renseignement ont besoin d'informations ou d'assistance de notre part dans ce domaine, ils peuvent les obtenir à tout instant, comme ils les ont obtenues jusqu'à présent.

Il y a d'autres choses semblables à celles-ci, dont nous ne sommes pas contents, mais est-ce une raison qui puisse troubler nos rapports mutuels ? Non ! ce

sont des problèmes qui peuvent être élucidés et éliminés.

Il est évident que l'U.R.S.S. et la Yougoslavie ont un intérêt vital à se rapprocher le plus étroitement possible. Mais cela exige une confiance réciproque absolue, sans laquelle des rapports durables et solides entre nos deux pays ne peuvent exister. Les hommes de l'U.R.S.S., et au premier chef les dirigeants, doivent être convaincus que la nouvelle Yougoslavie, avec sa direction actuelle, marche inébranlablement vers le socialisme.

Ensuite, il faut être convaincu que l'U.R.S.S. a dans la Yougoslavie actuelle, avec sa direction actuelle, son plus fidèle ami et allié, prêt en cas de dures épreuves à partager le bien et le mal avec les peuples de l'U.R.S.S.

Enfin, tout en sachant que l'U.R.S.S. éprouve d'immenses difficultés dans le relèvement de ses régions dévastées, nous attendons à bon droit l'aide de l'U.R.S.S. pour la reconstruction de notre pays et la réalisation de notre plan quinquennal — cela sans dommage matériel pour les peuples de l'U.R.S.S. — car nous considérons qu'il est de l'intérêt de l'U.R.S.S. que la Yougoslavie nouvelle soit aussi forte que possible, étant donné qu'elle se trouve poitrine contre poitrine devant le monde capitaliste, qui menace non seulement le développement pacifique de notre pays, mais aussi celui des autres pays de démocratie populaire, et même celui de l'U.R.S.S.

Au nom de tout ce qui vient d'être exposé, le Comité Central du P.C.Y., réuni en séance plénière, ne peut pas accepter comme justifié le jugement que vous avez donné dans votre lettre sur l'activité de

notre Parti et de ses dirigeants. Notre conviction profonde est qu'il s'agit d'un grave malentendu, qui n'aurait pas dû survenir et qui doit au plus vite être liquidé dans l'intérêt de la cause que servent nos Partis.

Notre seul désir est que tout doute soit exclu, tout manque de confiance dans la pureté des sentiments amicaux et fraternels de fidélité de notre Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie envers le Parti Communiste (bolchevik) de l'Union Soviétique, auquel nous resterons à jamais redevables de la science marxiste-léniniste, qui nous a guidés jusqu'à présent et qui restera notre guide dans l'avenir, — de fidélité envers l'Union Soviétique qui nous a servi et continuera de nous servir de grand exemple, et dont nous apprécions si hautement l'aide à nos peuples.

Nous sommes convaincus que ce malentendu ne peut être liquidé que par une explication mutuelle complète entre nos deux Comités Centraux sur place, c'est-à-dire ici chez nous.

C'est pourquoi nous proposons que le Comité Central du P.C. (b.) de l'U.R.S.S. envoie un ou plusieurs de ses membres, qui auront ici toutes les possibilités d'étudier à fond chaque question.

Dans l'espoir que vous accepterez notre proposition, nous vous envoyons nos salutations de camarades.

Belgrade, le 13 avril 1948.

Par ordre du Comité Central du P.C.Y. :

TITO.

KARDELJ.

AUX CAMARADES TITO ET KARDELJ
AU COMITE CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE DE YOUGOSLAVIE

Nous avons reçu votre réponse et le rapport sur la décision de la séance plénière du C. C. du P. C. Y. du 13 avril 1948, signé par les camarades Tito et Kardelj.

Malheureusement, ces documents, et en particulier celui qui porte la signature des camarades Tito et Kardelj, non seulement ne signifient aucun progrès par rapport aux documents précédents des Yougoslaves, mais au contraire, embrouillent encore davantage les choses et aggravent le conflit.

L'attention est surtout attirée par le ton des documents, qui ne peut être qualifié autrement que d'exagérément ambitieux. On ne voit pas dans ces pièces le désir de mettre la vérité au clair, d'avouer honnêtement ses fautes, de reconnaître la nécessité de liquider ses erreurs. Les camarades yougoslaves n'acceptent pas la critique en marxistes, mais en petit-bourgeois, c'est-à-dire qu'ils la prennent

pour un outrage qui amoindrit le prestige du C.C. du P.C.Y. et atteint l'ambition des dirigeants yougoslaves.

Pour sortir de la position peu enviable dans laquelle les dirigeants yougoslaves se sont eux-mêmes placés, ils ont recours à une méthode « nouvelle », celle de nier tout simplement toutes les erreurs, en dépit de toute évidence. Ils désavouent les faits et les documents connus de tous, qui ont été exposés dans la lettre du C.C. du P.C. (b.) du 27 mars 1948. Il est évident que les camarades Tito et Kardelj ne comprennent pas que cette méthode enfantine de nier tout bonnement les faits et les documents ne peut convaincre personne, qu'elle ne peut que provoquer la risée.

1. *Le rappel des conseillers militaires soviétiques de Yougoslavie.* — Dans sa lettre du 27 mars, le C.C. du P.C. (b.) a exposé les motifs du rappel des conseillers militaires soviétiques, déclarant que les informations du C.C. du P.C. (b.) étaient fondées sur les plaintes de ces conseillers concernant l'attitude hostile des fonctionnaires yougoslaves à l'égard de l'Armée soviétique et de ses représentants en Yougoslavie. Les camarades Tito et Kardelj nient complètement le bien-fondé de ces plaintes. La question se pose de savoir pourquoi le C.C. du P.C. (b.) doit avoir plus foi en la simple parole des camarades Tito et Kardelj qu'en les plaintes répétées des conseillers militaires de l'U. R. S. S. ? Pour quelle raison ? L'U.R.S.S. possède des conseillers militaires dans presque tous les pays de démocratie populaire. Nous sommes obligés de remarquer que jusqu'à présent nous n'avons eu encore aucune plainte de la part

de nos conseillers militaires dans ces pays. C'est ce qui explique précisément le fait que nous n'y avons eu aucun malentendu concernant l'activité des conseillers militaires soviétiques là-bas. Mais nous n'avons des plaintes et des malentendus dans ce domaine qu'en Yougoslavie. N'est-il donc pas clair que ce fait ne doive s'expliquer que par le régime spécialement hostile dont sont entourés en Yougoslavie les conseillers militaires soviétiques.

Les camarades Tito et Kardelj parlent des grosses dépenses d'entretien des conseillers militaires soviétiques en Yougoslavie, faisant remarquer que les généraux soviétiques y reçoivent en dinars trois ou quatre fois plus que les généraux yougoslaves. Mais d'abord, les généraux yougoslaves reçoivent, outre les dinars, divers autres avantages en nature, tels que : appartement, approvisionnement et autres choses semblables. Ensuite, les émoluments que recevaient les généraux soviétiques en Yougoslavie correspondent exactement à ce que reçoivent les généraux soviétiques en U.R.S.S. Il est compréhensible que le Gouvernement soviétique ne pouvait accepter la réduction de la paie des généraux soviétiques envoyés en Yougoslavie.

Il est possible que les frais des généraux soviétiques en Yougoslavie soient trop lourds pour le budget yougoslave ; dans ce cas, le Gouvernement yougoslave devait s'adresser en temps voulu au Gouvernement soviétique et proposer que ce dernier prenne sur lui une partie des frais. Le Gouvernement soviétique l'aurait certainement accepté. Cependant, les Yougoslaves ont pris une autre voie : au lieu d'une solution amicale de cette question, ils ont commencé à offenser nos conseillers militaires, à les

traiter de parasites, à discréditer l'Armée soviétique, et le Gouvernement yougoslave ne s'est adressé au Gouvernement soviétique que quand cette atmosphère hostile était déjà créée autour des conseillers militaires soviétiques.

Il est compréhensible que le Gouvernement soviétique ne pouvait accepter une telle situation.

2. *Les techniciens civils soviétiques en Yougoslavie.* — Dans sa lettre du 27 mars, le C.C. du P.C. (b.) a expliqué les motifs du rappel des spécialistes civils de Yougoslavie. Le C.C. du P.C. (b.) s'est basé, dans ce cas, sur les plaintes des spécialistes civils soviétiques et sur les rapports de l'ambassadeur soviétique en Yougoslavie. Il ressort de ces rapports que les spécialistes civils soviétiques, de même que le représentant du P.C. (b.) au Kominform, le camarade Youdine, étaient en fait soumis à la surveillance des organes de la Sûreté d'Etat en Yougoslavie. Les camarades Tito et Kardelj nient dans leur lettre le bien-fondé de ces plaintes et de ces rapports, soutenant que les organes yougoslaves de la Sûreté ne surveillent pas les personnes soviétiques en Yougoslavie. Mais pourquoi le C.C. du P.C. (b.) devrait-il croire à la simple parole des camarades Tito et Kardelj plutôt qu'aux plaintes des personnes soviétiques, parmi lesquelles se trouve le camarade Youdine ? Le Gouvernement soviétique possède de nombreux spécialistes civils dans tous les pays de démocratie populaire, or il ne reçoit pas de plaintes de ses spécialistes et n'a aucun malentendu avec les gouvernements de ces pays. La question se pose de savoir pourquoi ces malentendus, ces conflits se sont-ils produits uniquement en Yougo-

slavie ? N'est-ce pas parce que le Gouvernement yougoslave a créé en Yougoslavie un régime spécial pour les personnes soviétiques, parmi lesquelles se trouve le camarade Youdine ?

Il est compréhensible que le Gouvernement soviétique ne pouvait admettre une telle situation, et qu'il a été obligé de rappeler ses spécialistes civils de Yougoslavie.

3. *Velebit et les autres espions dans l'appareil du Ministère des Affaires étrangères de Yougoslavie.* — La déclaration des camarades Tito et Kardelj est inexacte lorsqu'ils affirment que les camarades Kardelj et Djilas, lors de leur entrevue avec le camarade Molotov, se seraient limités, dans leurs soupçons concernant Vélébit, à la seule remarque que « chez Vélébit tout n'était pas clair ». En réalité, dans la conversation de ces camarades avec le camarade Molotov, il a été dit que l'on soupçonnait Vélébit d'être un espion anglais. Il est très étrange que les camarades Tito et Kardelj identifient l'éloignement de Vélébit de l'appareil du Ministère des Affaires étrangères à sa perte. Pourquoi Vélébit ne peut-il être écarté de l'appareil du Ministère des Affaires étrangères sans être perdu ? De même est étrange la déclaration des camarades Tito et Kardelj sur les raisons pour lesquelles on garde Vélébit au poste de premier adjoint du Ministre des Affaires étrangères : il résulte que Vélébit n'a pas été éloigné de son poste de premier adjoint du Ministre des Affaires étrangères parce qu'il est en observation. Ne serait-il pas plus juste de déplacer Vélébit du poste en question précisément parce qu'il est en observation ? D'où vient une telle sensibilité à l'égard d'un espion anglais,

qui est en outre irrémédiablement hostile à l'Union soviétique.

Mais Vélébit n'est pas le seul espion dans l'appareil du Ministère des Affaires étrangères. Les représentants soviétiques ont plusieurs fois parlé aux dirigeants yougoslaves du ministre yougoslave à Londres Léontitch comme d'un espion anglais. La raison n'est pas claire pourquoi cet espion anglais notoire est resté jusqu'à présent dans l'appareil du Ministère des Affaires étrangères de Yougoslavie.

Le Gouvernement soviétique sait que, sans compter Léontitch, il y a encore trois collaborateurs de l'ambassade yougoslave à Londres, dont les noms ne sont pas encore connus, qui sont au service de l'espionnage anglais. Le Gouvernement soviétique prend toute la responsabilité de cette déclaration.

Il est également incompréhensible que le ministre des U.S.A. à Belgrade se conduise en maître dans ce pays et que ses « informateurs », dont le nombre s'accroît, s'y promènent en liberté.

Il est aussi incompréhensible qu'on installe si facilement et si confortablement les amis et les parents du bourreau des peuples yougoslaves Neditch dans l'appareil de l'Etat et du Parti yougoslaves.

Il est clair que le Gouvernement soviétique — pour autant que le Gouvernement yougoslave s'entêterait à ne pas manifester le désir d'épurer l'appareil de son Ministère des Affaires étrangères de ces espions — se verra dans l'obligation de s'abstenir d'une correspondance ouverte avec le Gouvernement yougoslave par l'intermédiaire du Ministère des Affaires étrangères yougoslave.

4. *L'ambassadeur soviétique à Belgrade et l'Etat soviétique.* — Dans une lettre du 13 avril 1948, les camarades Tito et Kardelj écrivent : « Nous estimons qu'il (l'ambassadeur soviétique) n'a pas le droit, en tant qu'ambassadeur, de demander à qui que ce soit des rapports sur le travail de notre parti. Ce n'est pas son affaire. »

Nous estimons que cette déclaration des camarades Tito et Kardelj est fondamentalement erronée et anti-soviétique. On voit qu'ils identifient l'ambassadeur soviétique, communiste responsable, représentant en Yougoslavie le Gouvernement communiste de l'U.R.S.S., à un simple ministre bourgeois, à un simple fonctionnaire d'un Etat bourgeois dont la tâche est de saper les fondements de l'Etat yougoslave. Il est difficile de comprendre comment les camarades Tito et Kardelj ont pu en arriver à de telles absurdités. Comprennent-ils qu'une telle attitude à l'égard de l'ambassadeur soviétique signifie la négation des rapports amicaux entre l'U.R.S.S. et la Yougoslavie ? Comprennent-ils que l'ambassadeur soviétique, communiste responsable, représentant d'un Etat ami qui a libéré la Yougoslavie de l'occupation allemande, a non seulement le droit, mais le devoir de s'entretenir de temps à autre avec les communistes de Yougoslavie sur toutes les questions qui peuvent les intéresser ? Comment peut-on mettre en doute ces choses simples et élémentaires, en supposant, bien entendu, qu'on reste sur les positions de relations amicales avec l'Union soviétique ?

Il faut dire, pour informer les camarades Tito et Kardelj, que nous autres, contrairement à l'habitude yougoslave, nous ne considérons pas l'ambassadeur

yougoslave à Moscou comme un simple fonctionnaire, nous ne l'identifions pas à un ministre bourgeois et nous ne lui refusons pas le « droit de demander à qui que ce soit des rapports sur les travaux de notre Parti ». En devenant ambassadeur, il n'a pas cessé d'être communiste. Et nous nous comportons envers lui comme envers un camarade, un travailleur communiste. Parmi les personnes soviétiques, il possède des connaissances, des amis. « Recueille »-t-il des informations sur l'activité de notre Parti ? Cela est probable, Qu'il en « recueille » donc. Nous n'avons pas de raison de cacher à nos camarades nos défauts dans le travail. Nous les découvrons nous-mêmes afin de les liquider.

Nous pensons qu'une telle attitude des camarades yougoslaves à l'égard de l'ambassadeur soviétique ne peut être considérée comme fortuite. Elle ressort de la politique générale du Gouvernement yougoslave qui fait que, souvent, les dirigeants yougoslaves ne voient pas de différence entre la politique extérieure de l'U.R.S.S. et celle des Anglo-Américains, identifient la politique extérieure soviétique à celle des Anglais et des Américains et estiment que la Yougoslavie doit avoir envers l'Union soviétique la même politique qu'envers les Etats impérialistes, la Grande-Bretagne et les U.S.A.

A ce point de vue, le discours du camarade Tito à Ljubljana, fin mai 1945, est très caractéristique :

« On a dit que cette guerre est une guerre juste, et nous l'avons considérée comme telle. Mais nous demandons aussi une juste conclusion, nous demandons que chacun soit maître chez soi ; nous ne voulons pas payer les comptes des autres, nous ne vou-

lons pas être une monnaie d'appoint, nous ne voulons pas qu'on nous mêle à je ne sais quelle politique de sphères d'intérêts. »

Cela fut dit à propos de la question de Trieste. On sait qu'après une série de concessions territoriales en faveur de la Yougoslavie, que l'Union soviétique avait arrachées aux Anglo-Américains, ces derniers, de concert avec les Français, repoussèrent la proposition de l'U.R.S.S. de donner Trieste à la Yougoslavie et occupèrent Trieste avec leurs troupes qui se trouvaient en Italie. Et, comme tous les autres moyens pour donner Trieste à la Yougoslavie étaient épuisés, il ne restait plus à l'Union soviétique que d'entrer en guerre avec les Anglo-Américains à cause de Trieste et de le prendre de force. Les camarades yougoslaves devaient savoir qu'après une guerre aussi difficile, l'U.R.S.S. ne pouvait s'engager dans un nouveau conflit. Malgré tout, cette affaire a provoqué le mécontentement des camarades yougoslaves, mécontentement qui s'est manifesté dans le discours du camarade Tito. La déclaration du camarade Tito à Ljubljana, à savoir que la Yougoslavie « ne veut pas payer les comptes des autres » et « ne veut pas être une monnaie d'appoint » ne veut pas qu'on la « mêle à une politique de sphères d'intérêts », était dirigée non seulement contre les Etats impérialistes, mais aussi contre l'U.R.S.S. Par conséquent, l'attitude du camarade Tito envers l'U.R.S.S. dans le cas cité ne se différenciait en rien de son attitude envers les Etats impérialistes, puisqu'il n'admettait point de différence entre l'U.R.S.S. et les Etats impérialistes.

Dans cette position antisoviétique du camarade Tito, qui n'a pas rencontré de résistance au Bureau

politique du C.C. du P.C.Y., nous voyons la base de la propagande calomnieuse des dirigeants du P.C. Y. (menée dans le cercle étroit des cadres du parti yougoslave) sur la « dégénérescence » de l'U.R.S.S. en un Etat impérialiste qui aspire à « se rendre maître économiquement de la Yougoslavie », sur la « dégénérescence » du P.C. (b.), qui s'efforce « de se rendre maître des autres partis au moyen du Bureau d'Information », sur « le socialisme en U.R.S.S. qui a cessé d'être révolutionnaire ».

Le Gouvernement soviétique a été, en son temps, obligé d'attirer l'attention du Gouvernement yougoslave sur l'impossibilité d'admettre une telle déclaration du camarade Tito, et les explications des camarades Tito et Kardelj qui suivirent n'ayant pas été satisfaisantes, l'ambassadeur soviétique à Belgrade, le camarade Sadtchikov reçut du Gouvernement soviétique la directive de faire la déclaration suivante au Gouvernement yougoslave, ce qu'il fit le 5 juin 1945 :

« Nous considérons le discours du camarade Tito comme un acte d'hostilité envers l'Union soviétique, et les explications du camarade Kardelj comme non satisfaisantes. C'est ainsi que nos lecteurs interprètent le discours du camarade Tito et il est impossible de l'interpréter d'une autre manière. Dites au camarade Tito que s'il commet encore une fois un acte semblable contre l'Union soviétique, nous serions dans l'obligation de lui répondre par une critique dans la presse et de le désavouer. »

Et c'est justement de cette position antisoviétique du camarade Tito que résulte l'attitude des dirigeants yougoslaves à l'égard de l'envoyé soviétique en Yougoslavie, qu'ils identifient avec les envoyés des Etats bourgeois.

De toute évidence, les dirigeants yougoslaves pensent rester sur ces positions antisoviétiques. Mais les camarades yougoslaves doivent comprendre que rester sur de telles positions signifie prendre le chemin de la négation des rapports amicaux avec l'Union soviétique, le chemin de la trahison du front socialiste unique de l'Union soviétique et des Républiques populaires-démocratiques. Ils doivent également tenir compte du fait qu'en restant sur de telles positions, ils se privent du droit de demander l'aide matérielle et autre à l'Union soviétique, car l'Union soviétique ne peut aider que les amis.

A titre d'information pour les camarades Tito et Kardelj, nous devons souligner que nous n'avons rencontré une telle attitude antisoviétique contre l'ambassadeur soviétique et l'Etat soviétique qu'en Yougoslavie, et que dans les autres Etats de démocratie populaire, les rapports ont été et restent amicaux et sans reproche.

Il est intéressant de rappeler que le camarade Kardelj, qui se solidarise maintenant en tout avec le camarade Tito, jugeait tout autrement, il y a trois ans, la déclaration du camarade Tito à Ljubljana. Voici ce que nous communiquait alors l'ambassadeur soviétique en Yougoslavie, le camarade Satdtchikov, d'une conversation qu'il avait eue avec le camarade Kardelj le 5 juin 1945 :

« Aujourd'hui, le 5 juin, j'ai communiqué à Kardelj ce que vous m'avez enjoint (Tito n'est pas encore rentré). Le communiqué lui a fait une pénible impression. Ayant réfléchi, il déclara qu'il considérait cette appréciation du discours du camarade Tito comme juste. Il est également d'accord que l'Union

soviétique ne pourrait souffrir à l'avenir des déclarations semblables. Certes, dans une époque si dure pour la Yougoslavie, a dit Kardelj, une critique publique des déclarations de Tito aurait pour eux de lourdes conséquences, c'est pourquoi ils prendront soin d'éviter de faire des déclarations semblables à l'avenir. Mais l'Union soviétique sera en droit d'entreprendre une critique publique si cela se renouvelle. Une pareille critique leur serait utile. Kardelj m'a prié de vous transmettre ses remerciements pour cette critique opportune. Elle les aidera, selon la déclaration de Kardelj, à améliorer leur travail. La critique des erreurs politiques qui se sont glissées par inadvertance dans la déclaration gouvernementale de mars, a été d'un grand profit. Kardelj est convaincu que cette nouvelle critique les aidera à améliorer la direction politique.

« Essayant (très prudemment) d'analyser les causes des erreurs, Kardelj a dit que Tito a, bien entendu, de grands mérites en ce qui concerne la liquidation du fractionnisme dans le parti communiste et l'organisation de la lutte de libération nationale, mais qu'il est quelquefois enclin à considérer la Yougoslavie comme quelque chose qui se suffit à soi-même, en dehors du développement général de la révolution prolétarienne et du socialisme. Deuxièmement, la situation dans le parti est devenue telle que le C. C., en tant que centre politique organisé, n'existe pas en réalité. Nous nous réunissons par hasard, a dit Kardelj, et nous prenons des décisions par hasard. En fait, chacun de nous est livré à lui-même. Le style du travail est mauvais, et il n'y a pas de travail collectif. Nous voudrions, a poursuivi Kardelj, que l'Union soviétique nous con-

sidère comme des représentants d'une des futures républiques soviétiques, et non comme des représentants d'un autre Etat, capables de résoudre indépendamment les problèmes, qu'elle considère le parti communiste yougoslave comme une partie du Parti communiste (Bolchévik), c'est-à-dire que nos rapports s'orientent sur la perspective que la Yougoslavie deviendra dans l'avenir partie intégrante de l'U.R.S.S. C'est pourquoi ils voudraient que nous les critiquions directement et ouvertement, que nous les conseillions, orientant la politique intérieure et extérieure de la Yougoslavie là où il faut.

« J'ai répondu à Kardelj qu'il faut considérer la réalité, c'est-à-dire le fait que la Yougoslavie est un Etat indépendant, et le Parti communiste yougoslave un parti indépendant. Vous devez et vous pouvez, ai-je dit, poser et résoudre les problèmes indépendamment, et nous ne vous refuserons jamais nos conseils, si vous nous en demandez. Nous avons des obligations contractuelles et, ce qui plus est, morales envers la Yougoslavie, et nous ne vous avons refusé ni nos conseils ni notre aide chaque fois que vous nous les avez demandés. Chaque fois que j'ai transmis à Moscou une demande du Maréchal, j'ai reçu une réponse rapide. Mais ces conseils ne sont possibles et profitables que s'ils sont sollicités à temps, avant que la décision soit prise ou la déclaration faite. »

Nous laissons de côté les réflexions primitives, et erronées du camarade Kardelj sur la Yougoslavie en tant que future partie intégrante de l'U.R.S.S. et sur le parti communiste yougoslave en tant que partie du P.C. (b.). Mais nous voulons attirer l'atten-

tion sur les remarques critiques du camarade Kardelj concernant la déclaration antisoviétique du camarade Tito à Ljubljana et sur le mauvais état de choses dans le C.C. du P.C.Y.

5. *La déclaration antisoviétique du camarade Djilas, le service de renseignements et les pourparlers commerciaux.* — Dans notre lettre du 27 mars, nous avons parlé de la déclaration antisoviétique du camarade Djilas faite dans une réunion du C.C. du P.C.Y., affirmant que les officiers soviétiques étaient, au point de vue moral, inférieurs aux officiers de l'Armée anglaise. Cette déclaration du camarade Djilas fut faite à propos de certains officiers de l'Armée soviétique qui avaient commis en Yougoslavie des délits de caractère immoral. Nous avons qualifié cette déclaration du camarade Djilas d'antisoviétique parce que le soi-disant marxiste Djilas, à cause du comportement de deux ou trois officiers, a voulu ignorer la différence fondamentale entre l'Armée soviétique socialiste qui a libéré les peuples d'Europe, et l'Armée bourgeoise anglaise dont la tâche est d'opprimer et non de libérer les peuples.

Dans leur lettre du 13 avril 1948, les camarades Tito et Kardelj déclarent que « Djilas n'a jamais fait une pareille déclaration sous pareille forme », que « Tito avait expliqué cela par écrit et oralement déjà en 1945 », que « cette explication avait alors été acceptée par le camarade Staline aussi bien que par les autres membres du Bureau politique du P.C. (b) ».

Nous estimons nécessaire de remarquer que cette déclaration des camarades Tito et Kardelj ne correspond pas à la réalité.

Voici comment a réagi alors le camarade Staline, dans son télégramme au camarade Tito, à la déclaration du camarade Djilas :

« Je comprends les difficultés de votre situation après la libération de Belgrade. Vous devez savoir que le Gouvernement soviétique, sans égard aux pertes et sacrifices énormes, fait tout son possible et même l'impossible pour vous aider. Mais je suis stupéfait de voir qu'on généralise chez vous et qu'on étend à toute l'Armée rouge des incidents et des fautes commises par quelques officiers et soldats. On ne peut pas ainsi outrager une armée qui vous aide à chasser les Allemands et qui verse son sang dans les batailles contre les envahisseurs allemands. Il n'est pas difficile de comprendre qu'il n'y a pas de famille sans avorton, mais il serait étrange d'insulter toute la famille à cause d'un seul. Si les soldats de l'Armée rouge apprenaient que le camarade Djilas et ceux qui ne l'ont pas contredit considèrent que les officiers anglais sont moralement supérieurs aux officiers soviétiques, ils gémisseraient d'une offense si peu méritée ».

Nous voyons dans la déclaration antisoviétique du camarade Djilas, qui n'a pas été contredite par les autres membres du Bureau politique du C.C. du P.C.Y. la base de cette propagande calomnieuse des dirigeants du P.C.Y. contre l'Armée soviétique et ses représentants en Yougoslavie, propagande qui fut la cause du rappel de nos conseillers militaires.

Comment fut terminée cette affaire avec le camarade Djilas ? Elle fut terminée de la façon suivante : le camarade Djilas est venu à Moscou avec la délégation yougoslave, il s'est excusé auprès du cama-

radé Staline et l'a prié que soit oubliée cette pénible faute qu'il avait commise à la réunion du C.C. du P.C.Y.

Comme on le voit, l'affaire n'est pas du tout telle que la présentent les camarades Tito et Kardelj dans leur lettre.

Malheureusement, il s'est avéré que la faute du camarade Djilas n'était pas fortuite.

*
**

Les camarades Tito et Kardelj accusent les hommes soviétiques de recruter des citoyens yougoslaves pour leur service de renseignements. Ils écrivent :

« Nous estimons injuste que des organes du service de renseignements soviétique recrutent chez nous, dans un pays qui marche vers le socialisme, nos citoyens pour leur service de renseignements, ce que nous ne pouvons considérer autrement que comme étant dirigé contre les intérêts de notre pays. Cela se fait malgré les protestations de nos hommes dirigeants et de nos organes de la Sûreté d'Etat qui ont fait savoir que nous ne pouvions pas le tolérer. On recrute nos officiers, on recrute divers dirigeants, on recrute ceux qui sont mal disposés vis-à-vis de la nouvelle Yougoslavie. »

Nous déclarons que cette affirmation des camarades Tito et Kardelj, qui est remplie d'attaques hostiles contre les représentants soviétiques en Yougoslavie ne correspond pas du tout à la réalité.

Il serait bizarre d'exiger que les personnes soviétiques qui travaillent en Yougoslavie se remplissent la bouche d'eau et ne parlent ni ne s'entretiennent avec personne. Les représentants soviétiques sont des hommes politiquement éduqués, et non pas des exécutants embauchés pour un travail payé, sans droit à s'intéresser à ce qui se fait en Yougoslavie. Il est naturel qu'ils engagent des conversations avec les citoyens yougoslaves, qu'ils questionnent, qu'ils désirent avoir des explications et autres choses semblables. Il faut être soviétophobe incorrigible pour qualifier ces conversations d'essai de recrutement de gens pour le service de renseignements, et qui plus est, de gens « mal disposés » envers la nouvelle Yougoslavie. Il n'y a que des personnes antisoviétiques pour penser que les dirigeants de l'Union soviétique se soucient moins de l'intégrité et de l'inviolabilité de la nouvelle Yougoslavie que ne le fait le Bureau politique du C.C. du P.C.Y.

Il est caractéristique que nous ne rencontrons de telles accusations absurdes contre les personnes soviétiques qu'en Yougoslavie.

Il nous semble que ces odieuses accusations contre les personnes soviétiques sont inventées pour justifier l'activité des organes de la Sûreté d'Etat de Yougoslavie qui exercent une surveillance sur les personnes soviétiques en Yougoslavie.

Il faut rappeler que les camarades yougoslaves qui viennent à Moscou circulent habituellement parfaitement libres dans les villes de l'U.R.S.S., rencontrent nos gens et s'entretiennent avec eux. Il n'est pas arrivé que le gouvernement de l'U.R.S.S. les ait limités d'une manière quelconque. A l'occasion

de son dernier voyage en U.R.S.S., le camarade Djilas, après avoir séjourné à Moscou, s'est rendu pour quelques jours à Léninegrad pour s'entretenir avec des camarades soviétiques. Selon la formule yougoslave, les renseignements sur l'activité du parti et de l'Etat ne peuvent être obtenus qu'auprès des organes dirigeants du C.C. du Parti ou du Gouvernement. Cependant, le camarade Djilas n'a pas pris ses renseignements chez les mêmes organes de l'U.R.S.S., mais bien auprès des organes locaux des organisations de Léninegrad. Qu'a fait le camarade Djilas là-bas, quelles données a-t-il rassemblées ? Nous n'avons pas estimé nécessaire de nous occuper de cette question. Nous pensons qu'il n'a pas pris de renseignements à l'intention des services de renseignement anglo-américains ou français, mais pour les dirigeants yougoslaves. Et si cela est exact, nous ne voyons là rien de condamnable, puisque les camarades yougoslaves peuvent trouver dans ces renseignements des choses instructives. Mais le camarade Djilas ne peut pas dire qu'il ait été limité d'aucune façon.

La question se pose de savoir pourquoi les communistes soviétiques en Yougoslavie doivent avoir moins de droits que les Yougoslaves en U.R.S.S. ?

*
**

Dans leur lettre du 13 avril, les camarades Tito et Kardelj reviennent à la question des rapports commerciaux entre l'U. R. S. S. et la Yougoslavie, affirmant que le camarade Krutikov aurait soi-disant refusé de poursuivre les pourparlers commerciaux

avec les représentants yougoslaves. Plusieurs fois déjà nous avons expliqué aux camarades yougoslaves que le camarade Krutikov nie avoir fait la déclaration qu'on lui attribue. Nous avons également expliqué que le Gouvernement soviétique n'a pas demandé l'interruption des pourparlers commerciaux ni des opérations commerciales avec la Yougoslavie. C'est pourquoi nous considérons cette question comme liquidée et nous n'avons pas l'intention d'y revenir.

6. De la ligne politique erronée du Bureau politique du C.C. du P.C.Y. dans la question de la lutte de classe en Yougoslavie. — Dans notre lettre, nous avons écrit que dans le parti communiste yougoslave on ne sent pas l'esprit d'une politique de lutte de classes, que dans les campagnes ainsi que dans les villes les éléments capitalistes croissent et que la direction du parti ne prend aucune mesure pour limiter les éléments capitalistes.

Les camarades Tito et Kardelj nient tout cela, mais en paroles seulement, et ils considèrent nos affirmations, qui ont un caractère de principe, comme une offense à l'adresse du parti communiste yougoslave, tout en évitant une réponse substantielle. Leurs preuves se réduisent aux déclarations sur la solidité des fondements et la constance des réformes sociales accomplies en Yougoslavie. Mais cela est parfaitement insuffisant. Le fait qu'ils nient le renforcement des éléments capitalistes, et, partant, l'aggravation de la lutte des classes dans les campagnes dans les conditions de la Yougoslavie actuelle, résulte de l'attitude opportuniste, selon laquelle la lutte de classes, dans la période de transition du capitalisme au socialisme, ne s'aggrave pas — comme nous l'ap-

prend la marxisme-léninisme, mais, soi-disant, s'étirole — ainsi que l'ont affirmé les opportunistes du type Bukharine, qui prêchaient la théorie pourrie de l'intégration pacifique des éléments capitalistes dans le socialisme.

Personne ne peut nier la profondeur et la solidité des transformations sociales survenues en U.R.S.S. comme résultats de la Révolution socialiste d'octobre. Cependant, le P.C. (b) n'en a jamais déduit des conclusions sur l'affaiblissement de la lutte de classes dans notre pays, ou sur l'inexistence du danger d'un renforcement des éléments capitalistes. En 1920-21, Lénine a souligné que « tant que nous vivons dans un pays de petite-paysannerie, le capitalisme possède en Russie une base économique plus sûre que le communisme » puisque « la petite production *engendre* le capitalisme et la bourgeoisie, incessamment, chaque jour, à chaque heure, dans des proportions massives ». On sait qu'au cours des quinze années qui ont suivi la Révolution d'Octobre, d'abord la question des mesures de limitation des éléments capitalistes dans les campagnes, puis de la liquidation des Koulaks en tant que dernière classe capitaliste, n'a pas quitté d'ordre du jour de notre parti. La sous-estimation de l'expérience du P.C. (b.), quand il s'agit d'assurer les conditions de base pour l'édification du socialisme en Yougoslavie, est lourde de gros dangers politiques et inadmissible pour des marxistes, car le socialisme ne peut s'édifier seulement dans les villes, seulement dans l'industrie, mais il faut l'édifier dans les campagnes, dans l'économie rurale.

Ce n'est pas par hasard que les dirigeants du Parti communiste yougoslave évitent la question de

la lutte de classes et de la limitation des éléments capitalistes dans les campagnes. Ce qui plus est, dans les déclarations des dirigeants yougoslaves on garde presque toujours le silence sur la question des différences de classes dans les campagnes, la paysannerie est traitée comme un tout unique, et on ne mobilise pas le parti pour surmonter les difficultés qui proviennent de l'accroissement des éléments exploités dans les campagnes. Cependant, la situation politique dans les campagnes yougoslaves ne donne aucun motif de satisfaction ni de bonne humeur. Dans les conditions existant en Yougoslavie, où la nationalisation de la terre n'est pas effectuée, où subsiste la propriété privée de la terre, la liberté de vente et d'achat de celle-ci, où existe le travail salarié, etc., on ne peut éduquer le parti dans un esprit de méconnaissance de la lutte de classes et d'apaisement des antagonismes de classes, sans se trouver désarmé, de ce fait même, en face des difficultés fondamentales de l'édification du socialisme. Cela signifie qu'on endort le parti communiste yougoslave avec la théorie opportuniste pourrie de l'intégration pacifique des éléments capitalistes dans le socialisme, théorie empruntée à Bernstein, Folmar, Bukharine.

Ce n'est pas non plus par hasard que certains dirigeants en vue du parti communiste yougoslave dévient de la voie marxiste-léniniste en ce qui concerne la question du rôle dirigeant de la classe ouvrière. Tandis que le marxisme-léninisme affirme le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans la liquidation du capitalisme et dans l'édification de la société socialiste, les dirigeants du parti communiste yougoslave développent des vues absolument différentes. Il suffit de citer la déclaration suivante du camarade

Tito à Zagreb, en novembre 1946 (« Borba » du 2 novembre 1946) :

« Nous ne disons pas aux paysans qu'ils sont le plus fort pilier de notre Etat pour gagner éventuellement leurs suffrages, mais bien parce qu'ils le sont en réalité. »

Cette position est en pleine contradiction avec le marxisme-léninisme. Le marxisme-léninisme considère qu'en Europe, et par conséquent aussi dans les Etats de démocratie populaire, la classe progressiste et révolutionnaire, c'est la classe ouvrière et non la paysannerie. En ce qui concerne la paysannerie, sa majorité, c'est-à-dire la paysannerie pauvre et moyenne, peut devenir, ou est déjà l'alliée de la classe ouvrière, mais le rôle dirigeant dans cette alliance appartient à la classe ouvrière. Or, la position prise par le camarade Tito, non seulement nie le rôle dirigeant de la classe ouvrière, mais encore proclame toute la paysannerie — donc les koulaks compris — comme la base la plus solide de la nouvelle Yougoslavie. Par conséquent, cette attitude exprime des conceptions qui sont à leur place chez les politiciens petits-bourgeois, mais pas chez les marxistes-léninistes.

7. De la fausse politique du Bureau politique du C.C. du P.C.Y. dans la question des rapports entre le parti et le Front populaire. — Nous avons écrit dans notre dernière lettre qu'en Yougoslavie on considère comme puissance dirigeante fondamentale non pas le parti communiste mais le Front populaire, que les dirigeants yougoslaves amoindrissent le rôle du parti, dissolvent en fait le parti dans le Front popu-

laire sans-parti, faisant ainsi la même erreur de principe que les menchéviks en Russie il y a 40 ans.

Les camarades Tito et Kardelj nient cela, affirmant que toutes les décisions du Front populaire sont des décisions du parti, mais disant qu'ils ne trouvaient pas nécessaire de souligner comment telle ou telle décision a été prise à telle ou telle conférence du parti.

Mais l'erreur des camarades yougoslaves consiste justement en ce qu'ils ont peur de montrer ouvertement le parti et ses décisions devant le peuple entier, pour que celui-ci sache que le parti est la force dirigeante, que le parti mène le Front populaire et non inversement.

D'après la théorie marxiste-léniniste, le parti communiste est la plus haute forme d'organisation du peuple travailleur, au-dessus de toutes les autres organisations, au-dessus des Soviets en U.R.S.S., au-dessus du Front populaire en Yougoslavie. Le parti est au-dessus de toutes ces organisations de travailleurs non seulement parce qu'il rassemble dans ses rangs tous les meilleurs éléments parmi les travailleurs, mais aussi parce qu'il a son propre programme, sa propre politique, sur la base desquels il dirige toutes les autres organisations de travailleurs. Cependant, le Bureau politique du C.C. du P.C.Y. craint de parler de cela à la classe ouvrière et à tout le peuple yougoslave ouvertement et directement, à voix haute. Le Bureau politique du C.C. du P.C.Y. pense que s'il ne souligne pas ce moment, alors les autres partis n'auront pas de motif de montrer leurs forces et leur lutte. Evidemment les camarades Tito et Kardelj pensent que par cette ruse à bon marché,

ils réussiront à éliminer une loi du développement historique, à tromper la classe, à tromper l'histoire. Mais cela est une illusion et une duperie de soi-même. S'il existe des classes antagonistes, la lutte entre elles existera aussi, et si la lutte existe, elle se reflétera dans l'activité des divers groupes et partis, légalement ou illégalement.

Lénine a dit que le parti est l'arme la plus importante dans les mains de la classe ouvrière. La tâche des dirigeants est de maintenir cette arme prête pour le combat. Puisque les camarades yougoslaves cachent le drapeau du parti et évitent de parler du rôle dirigeant du parti devant le peuple, ils émoussent cette arme de la classe ouvrière, diminuent le rôle du parti, désarment la classe ouvrière. Il est ridicule de penser qu'en raison d'une ruse à bon marché des camarades yougoslaves, l'ennemi renoncera à la lutte. C'est justement pour cela qu'il faut tenir le parti prêt pour la lutte contre l'ennemi et non l'endormir, non cacher son étendard, non le bercer de l'espoir que l'ennemi, si on ne lui en donne pas sujet, cessera la lutte, cessera d'organiser ses forces sous une forme légale ou illégale.

Nous considérons que l'amointrissement du rôle du parti communiste en Yougoslavie est poussé très loin. Il s'agit là des rapports incorrects quant aux principes entre le parti communiste et le Front populaire en Yougoslavie. Il ne faut pas perdre de vue que le Front populaire en Yougoslavie est composé d'éléments extrêmement divers au point de vue de classe, de koulaks, de commerçants, de petits fabricants, d'intellectuels bourgeois, ainsi que de groupes politiques de diverses couleurs, y compris certains partis bourgeois. Le fait que, dans l'arène politique

en Yougoslavie on ne voit que le Front populaire et que le parti et ses organisations n'agissent pas ouvertement en leur propre nom devant le peuple, non seulement diminue le rôle du parti dans la vie politique du pays, mais aussi sape le parti en tant que force politique indépendante, qui doit gagner la confiance, toujours croissante du peuple, et étendre son influence sur les masses de travailleurs toujours plus larges au moyen d'une action politique publique, d'une propagande publique de ses conceptions et de son programme. Les camarades Tito et Kardelj oublient que le parti grandit et ne peut grandir que dans la lutte ouverte contre les ennemis, que la ruse à bon marché et les machinations du Bureau politique du C.C. du P.C.Y. ne peuvent remplacer cette lutte comme école d'éducation des cadres du parti. L'entêtement à ne pas reconnaître l'erreur qu'on a fait en déclarant que le Parti communiste de Yougoslavie n'a pas d'autre programme que celui du Front populaire, montre que les dirigeants yougoslaves se sont éloignés des conceptions marxistes-léninistes sur le parti. Nous voyons en cela une menace de développement des tendances liquidatrices en ce qui concerne le parti communiste en Yougoslavie, ce qui représente une menace pour l'existence même du parti et, en définitive, cache en soi un danger de dégénérescence de la République populaire yougoslave.

Les camarades Tito et Kardelj affirment que les erreurs des menchéviks concernant la dissolution du parti marxiste dans une organisation de masse sans parti, eurent lieu il y a 40 ans et que pour cette raison il ne peut y avoir aucun rapport entre ces erreurs et les fautes actuelles du Bureau politique du C.C. du P.C.Y. Les camarades Tito et Kardelj

commettent une profonde erreur. L'analogie politique et théorique entre ces deux cas ne fait pas de doute, car, de même que les menchéviks en 1907, les camarades Tito et Kardelj, 40 ans plus tard, dégradent le parti marxiste, nient le rôle du parti en tant que forme suprême d'organisation, au-dessus de toutes les autres organisations de masse des travailleurs, comme les menchéviks ils dissolvent le parti marxiste dans une organisation de masse sans-parti. La seule différence c'est que les menchéviks ont commis ces fautes en 1906-1907 et que, étant donné que le parti marxiste en Russie les avait condamnées à son congrès de Londres, ils ne les remirent plus à l'ordre du jour, tandis que le Bureau politique du C.C. du P.C.Y., en dépit de cette leçon évidente, retire de leur tombe après 40 ans, les erreurs menchéviques et les publie comme sa propre théorie sur le parti. Cette circonstance ne diminue pas, au contraire, aggrave les erreurs des camarades yougoslaves.

8. *De la situation inquiétante dans le Parti communiste yougoslave.* — Nous avons dit dans notre première lettre que le parti communiste de Yougoslavie continue à rester dans une position semi-légale, bien qu'il ait pris le pouvoir il y a trois ans et demi, qu'il n'y a pas dans le parti de démocratie intérieure, pas d'élections, pas de critique ni d'auto-critique, que dans sa majorité le C.C. du P.C.Y. est composé de camarades cooptés et non élus.

Les camarades Tito et Kardelj nient tout cela, mais en paroles seulement.

Ils écrivent que dans le C.C. du P.C.Y. « la majorité des membres ne sont pas des membres cooptés », que « le C.C. du P.C.Y., de 31 membres et 10 can-

didats, fut élu à la cinquième conférence tenue en décembre 1940 en pleine clandestinité... et qui, selon la décision du Komintern, avait tous les droits d'un congrès », que « de ce nombre 10 membres du C.C. et 6 candidats ont été tués à la guerre », qu'en outre 2 membres ont été exclus du C.C., que « il y a aujourd'hui 19 membres du C.C. du P.C.Y. élus à la conférence et 7 membres cooptés », de sorte qu'à présent « le C.C. du P.C.Y. se compose de 26 membres ».

Cela n'est pas tout à fait exact. Comme on le voit dans les archives du Komintern, à la cinquième conférence tenue en octobre et non en décembre 1940, ont été élus, non pas 31 membres et 10 candidats du C.C. mais 22 membres du C.C. et 16 candidats. Voici ce que communique à ce sujet le camarade Walter (Tito en personne) fin octobre 1940, de Belgrade.

« Au camarade Dimitrov. Du 19 au 23 octobre s'est tenue la cinquième conférence du P.C.Y. 101 délégués élus y ont participé, venant de toutes les régions du pays. Un C.C. a été élu, comprenant 22 personnes dont 2 femmes, et 16 candidats. Une unité complète s'est manifestée. — Walter. »

Si sur 22 membres du C.C. 10 ont été tués, sont donc restés 12 membres élus, et si sur 12 membres, 2 ont encore été exclus, sont donc restés 10 membres élus du C.C. Les camarades Tito et Kardelj disent qu'il existe actuellement 26 membres du C.C., par conséquent, si l'on en retire les 10 membres élus, dans la composition du C.C. actuel il reste 16 membres cooptés.

Il ressort donc que la majorité du C.C. actuel du P.C.Y. est cooptée.

Il en est ainsi non seulement des membres du Comité central mais aussi des dirigeants locaux qui sont désignés et non élus à la base.

Nous estimons que cette manière de former les organes dirigeants du parti, dans les conditions où le parti est au pouvoir et peut utiliser une entière légalité, ne peut être qualifiée que de situation semi-clandestine, et le type même de l'organisation, de sectaire et bureaucratique.

Il est inadmissible que les réunions du parti n'aient pas lieu ou bien aient lieu secrètement. Le fait que l'admission dans le parti soit cachée aux ouvriers doit saper l'influence du parti dans les masses, vu que l'entrée au parti doit jouer un grand rôle éducatif, en reliant le parti à la classe ouvrière et à tous les travailleurs.

Si le Bureau politique du C.C. du P.C.Y. accordait assez d'importance à son parti, il ne permettrait pas une telle situation dans le parti, et, immédiatement après la prise du pouvoir, c'est-à-dire il y a trois ans, il aurait invité le parti à convoquer un congrès, à se réorganiser sur la base d'un centralisme démocratique et à commencer de travailler en tant que parti entièrement légal.

Il est parfaitement compréhensible qu'avec une telle situation dans le parti, lorsqu'il n'y a pas d'élections des organes dirigeants, mais seulement des désignations d'en haut, il ne peut être non plus question de démocratie intérieure dans le parti, encore moins de critique et d'auto-critique. Nous savons que les membres du parti ont peur de dire leur opinion, ont peur de prononcer un mot critique sur la situation dans le parti et qu'ils préfèrent se taire pour ne pas

s'exposer aux représailles. On ne peut pas considérer comme fortuit le fait que le ministre de la Sûreté d'Etat soit en même temps secrétaire administratif du parti communiste de Yougoslavie. Il est évident que les membres du parti et les cadres sont placés sous la surveillance du ministre de la Sûreté d'Etat, ce qui est inadmissible et inacceptable. Il a suffi, par exemple, que le camarade Juyovitch exprime à une réunion du C.C. du P.C.Y. son désaccord avec le projet de réponse du C.C. du P.C.Y. à la lettre du C.C. du P.C. (b), pour être immédiatement exclu du C.C. Comme on le voit, le Bureau politique du C.C. du P.C.Y. considère le parti non pas comme un organisme indépendant qui a le droit de donner son opinion, mais comme un détachement de partisans dont les membres n'ont pas le droit de discuter, mais sont tenus d'exécuter sans objection tout ce qu'ordonne le « chef ». On appelle cela chez nous favoriser les méthodes militaires dans le parti, ce qui ne s'accorde aucunement avec les principes de démocratie intérieure dans un parti marxiste.

Comme on le sait, Trotsky a également essayé en son temps d'introduire dans le P.C. (b) des méthodes militaires de direction, mais le parti, conduit par Lénine, l'a condamné. Les méthodes militaires furent rejetées, et la démocratie intérieure instaurée, en tant que principe extrêmement important de l'édification du parti.

Nous considérons que cette situation anormale dans le parti communiste yougoslave est un danger infiniment sérieux pour la vie et le développement du parti. Plus vite on mettra fin à ce régime sectaire-bureaucratique dans le parti, mieux cela vaudra aussi bien pour le parti que pour la république populaire démocratique de Yougoslavie.

9. *De la vanité des dirigeants du C.C. du P.C.Y. et de leur attitude incorrecte envers leurs erreurs.* —

On voit dans les lettres des camarades Tito et Kardelj qu'ils nient complètement l'existence des erreurs, quelles qu'elles soient dans l'activité du Bureau politique du C.C. du P.C.Y., aussi bien que l'existence de la propagande calomnieuse menée dans le cercle étroit des cadres du parti de Yougoslavie sur le thème de la « dégénérescence » de l'U.R.S.S. en un Etat impérialiste, etc... Ils considèrent qu'il ne s'agit là que de fausses informations données au C.C. du P.C. (b.) sur l'état de choses en Yougoslavie. Ils considèrent que le C.C. du P.C. (b) a été « victime » des informations fausses et calomnieuses des camarades Jouyovitch et Hebrang et que s'il n'y avait pas eu de telles informations, il n'y aurait pas non plus de désaccord entre l'U.R.S.S. et la Yougoslavie. De cette façon ils en arrivent à la conclusion qu'il ne s'agit pas d'erreurs du C.C. du P.C.Y. ni de la critique de ces erreurs par le C.C. du P.C. (b), mais d'une information inexacte de la part des camarades Jouyovitch et Hebrang qui ont « trompé » le Comité central du P.C. (b) avec de telles informations. Ils pensent que tout sera en ordre s'ils punissent les camarades Jouyovitch et Hebrang. On a trouvé, donc, ceux qui sont « coupables de tout ».

Nous ne pensons pas que les camarades Tito et Kardelj croient à la véracité de cette version, mais s'ils y tiennent malgré tout c'est parce qu'ils la considèrent comme l'issue la plus facile pour sortir de la situation peu enviable dans laquelle est tombé le Bureau politique du C.C. du P.C.Y. En présentant cette version menteuse qui, à première vue, paraît si naïvement sincère, ils désirent non seulement se

défaire de la responsabilité de l'aggravation des rapports soviéto-yougoslaves, en faisant retomber la faute sur l'U.R.S.S., mais encore noircir le C.C. du P.C. (b) en le présentant comme accessible à toute information « tendancieuse » et « anti-parti ».

Nous considérons qu'une telle attitude des camarades Tito et Kardelj envers le C.C. du P.C. (b) et ses remarques critiques sur les fautes des camarades yougoslaves, est non seulement étourdie et fautive mais aussi profondément anti-parti.

Si les camarades Tito et Kardelj étaient intéressés à l'éclaircissement de la vérité et si la vérité ne les gênait pas, ils devraient réfléchir sérieusement aux choses suivantes :

a) Pourquoi les informations du C.C. du P.C. (b.) sur les conditions en Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie, Albanie, se sont confirmées exactes et ne provoquent aucun malentendu avec les partis communistes de ces pays, et pourquoi les informations sur les conditions en Yougoslavie se sont montrées, selon l'opinion des camarades yougoslaves, « tendancieuses » et « anti-parti », provoquant des actes anti-soviétiques et une attitude hostile à l'égard du C.C. du P.C. (b) ?

b) Pourquoi les rapports amicaux entre l'U.R.S.S. et les démocraties populaires se développent-ils et se renforcent-ils, tandis que les rapports soviéto-yougoslaves s'altèrent et s'aggravent encore ?

c) Pourquoi les partis communistes dans les pays de démocratie populaires se sont-ils solidarisés avec la lettre du C.C. du P.C. (b) du 27 mars et ont condamné les erreurs des camarades yougoslaves, et pour-

quoi le Bureau politique du C.C. du P.C.Y., entêté dans ses erreurs, s'est-il trouvé dans une position isolée ?

Tout cela est-il fortuit ?

Pour découvrir les erreurs du Bureau politique du C.C. du P.C.Y., il n'est nullement nécessaire de recourir aux informations de certains camarades, tels que, par exemple, Jouyovitch et Hebrang. Il est plus que suffisant pour cela de prendre connaissance des déclarations officielles des dirigeants du P.C.Y., disons des camarades Tito, Djilas, Kardelj et autres, déclarations publiées dans la presse.

Nous déclarons que les hommes soviétiques n'ont reçu aucune information du camarade Hebrang. Nous déclarons que la conversation du camarade Jouyovitch avec l'ambassadeur soviétique en Yougoslavie, le camarade Lavrentiev, n'a pas donné le dixième de ce que contiennent les discours erronés et anti-soviétiques des dirigeants yougoslaves. Les représailles contre ces camarades signifient non seulement un règlement de comptes inadmissible, incompatible avec les principes de démocratie intérieure du Parti, mais encore témoignent de la position anti-soviétique des dirigeants yougoslaves, qui considèrent comme un crime une conversation des communistes yougoslaves avec l'ambassadeur soviétique.

Nous estimons que derrière les tentatives des dirigeants yougoslaves de se débarrasser de la responsabilité de l'aggravation des rapports soviéto-yougoslaves, se cache le fait que ces camarades ne désirent pas reconnaître leurs erreurs et ont l'intention de poursuivre dans l'avenir leur politique hostile à l'U.R.S.S.

Lénine dit :

« L'attitude d'un parti politique à l'égard de ses erreurs est le plus sûr et le plus important critère, permettant de juger si ce parti est sérieux et s'il accomplit à l'œuvre ses engagements envers sa classe et envers les masses laborieuses. Reconnaître ouvertement son erreur, en découvrir les origines, analyser la situation qui l'a engendrée, examiner attentivement les moyens de la corriger, voilà la marque d'un parti sérieux, voilà la façon d'accomplir ses engagements, voilà l'éducation et la préparation de la classe, puis des masses. »

Nous devons à notre regret constater que les dirigeants du P.C.Y., en refusant de reconnaître et de corriger leurs fautes, transgressent de la façon la plus grossière cette recommandation de principe de Lénine.

Nous devons en même temps souligner que les dirigeants des partis communistes français et italien, contrairement aux dirigeants yougoslaves, se sont montrés à ce point de vue à la hauteur de leur tâche, car ils ont honnêtement reconnu leurs erreurs à la conférence des 9 partis, et les ont consciencieusement corrigées, aidant ainsi leurs partis à consolider leurs rangs, à éduquer leurs cadres.

Nous estimons que le refus du Bureau politique du C.C. du P.C.Y. à reconnaître honnêtement ses erreurs et à les corriger consciencieusement, a pour cause une vanité exagérée des dirigeants yougoslaves. La tête leur a tourné après les succès obtenus, ils sont devenus orgueilleux et estiment que la mer leur vient aux genoux. Non seulement ils sont devenus vains, mais encore ils prêchent la vanité, ne comprenant pas que la vanité peut perdre les dirigeants yougoslaves.

Lénine dit :

« Tous les partis révolutionnaires qui ont sombré jusqu'à présent, ont sombré à cause de leur orgueil: ils n'ont pas su voir en quoi consistait leur force, *et ils ont craint de parler de leurs faiblesses*. Et nous ne serons pas anéantis parce que nous n'avons pas peur de parler de nos faiblesses et que nous apprendrons à les surmonter. »

Nous devons malheureusement constater que les dirigeants yougoslaves, qui ne souffrent pas d'excès de modestie et continuent à s'extasier devant leur succès (qui ne sont pas si grands), ont aussi oublié cette recommandation de Lénine.

Les camarades Tito et Kardelj parlent dans leur lettre des mérites et des succès du parti communiste de Yougoslavie que le C.C. du P.C. (b) reconnaissait naguère et que, maintenant il passe sous silence. Cela est, bien entendu, inexact. Personne ne peut nier les mérites et les succès du parti communiste de Yougoslavie. C'est sans conteste. Mais il faut dire que les mérites et succès des partis communistes, par exemple, de Pologne, de Tchécoslovaquie, de Hongrie, de Roumanie, de Bulgarie et d'Albanie ne sont en rien moindres que les mérites et les succès du parti communiste yougoslave. Cependant, les dirigeants de ces partis restent modestes et ne crient pas à tue-tête leurs succès, à la différence des dirigeants yougoslaves qui ont rebattu les oreilles de tout le monde avec leur vantardise exagérée.

Il faut également remarquer que les partis français et italien ont devant la révolution, non pas moins, mais plus de mérites que le parti communiste yougoslave. S'il est vrai que les partis français et italien

ont jusqu'à présent moins de succès que le parti communiste yougoslave, cela ne s'explique pas par des qualités exceptionnelles du parti communiste yougoslave, mais principalement par le fait qu'après la défaite de l'Etat-Major des partisans yougoslaves infligée par les parachutistes allemands, au moment où le mouvement de libération nationale en Yougoslavie traversait une crise grave, l'Armée soviétique accourut au secours du peuple yougoslave, défit les occupants allemands, libéra Belgrade et créa ainsi les conditions indispensables pour l'accession du parti communiste au pouvoir. Malheureusement, l'Armée soviétique n'apporta pas et ne pouvait pas apporter la même assistance aux partis communistes français et italien. Si les camarades Tito et Kardelj prenaient en considération cette circonstance comme un fait irréfutable, ils crieraient moins sur les toits leurs mérites et se conduiraient d'une façon plus décente et plus modeste.

Les dirigeants yougoslaves dans leur manque de modestie vont même jusqu'à s'attribuer des mérites qui ne peuvent nullement leur être reconnus. Prenons par exemple la question de science militaire. Les dirigeants yougoslaves affirment qu'ils ont complété la science marxiste de la guerre par une nouvelle théorie, selon laquelle la guerre est conçue comme une action combinée de l'armée régulière, de détachements de partisans et d'insurrections populaires. Cependant, cette prétendue théorie est vieille comme le monde et, par conséquent, elle n'apporte rien de nouveau à la science marxiste de la guerre. On sait que les bolchéviks ont pratiqué ces actions combinées de l'armée régulière, des détachements de partisans et d'insurrections populaires pendant toute la

durée de la guerre civile en Russie (1917-1921), et ils les ont pratiquées dans des proportions bien plus grandes que cela n'a été fait en Yougoslavie. Et pourtant, les bolchéviks n'ont jamais dit qu'en appliquant cette méthode d'actions militaires, ils aient introduit du nouveau dans la science militaire. Ils n'ont rien dit de pareil, car cette même méthode avait déjà été appliquée avec succès bien avant les bolchéviks, dans la guerre contre les troupes napoléoniennes en Russie, en 1812, par le feldmaréchal Koutouzov. Et le feldmaréchal Koutouzov lui-même en appliquant cette méthode ne prétendait pas avoir innové, puisque les Espagnols avaient avant lui, dès 1808, commencé à employer cette méthode dans la guerre contre les troupes de Napoléon (« guérillas »). Donc, ce que les dirigeants yougoslaves considèrent comme nouveau dans la science militaire est en fait ancien et compte 140 ans d'âge, et que le mérite qu'ils s'attribuent revient en fait aux Espagnols.

En outre, il faut tenir compte de ce que les mérites de tels ou tels dirigeants dans le passé n'excluent pas la possibilité de leurs erreurs dans le présent. Trotsky lui-même eut en son temps des mérites révolutionnaires, ce qui ne signifie aucunement que le P.C. (b) pouvait fermer les yeux devant ses erreurs opportunistes extrêmement graves, qui le poussèrent plus tard dans le camp des ennemis de l'Union soviétique.

*

Les camarades Tito et Kardelj proposent dans leur lettre qu'un représentant du C.C. du P.C. (b) soit envoyé en Yougoslavie pour y étudier la question du désaccord soviéto-yougoslave. Nous considérons que

Approved For Release 2004/02/19 : CIA-RDP82-00457R007400310005-5

cette voie n'est pas la bonne, vu qu'il ne s'agit pas de vérification de certains faits, mais de divergences de principe.

On sait que les comités centraux des 9 partis communistes qui ont leur Bureau d'information, ont déjà pris connaissance du problème du désaccord soviéto-yougoslave. Il serait injuste d'exclure les autres partis communistes de cette affaire. C'est pourquoi nous proposons que cette question soit débattue à la prochaine réunion du Bureau d'informations.

Moscou, le 4 mai 1948.

Le C.C. du P.C. (b) de l'U.R.S.S.

Approved For Release 2004/02/19 : CIA-RDP82-00457R007400310005-5

AUX CAMARADES

J.-V. STALINE ET V.-M. MOLOTOV

Nous avons reçu votre lettre du 4 mai 1948. Il serait superflu d'écrire quelle pénible impression a produit cette lettre sur nous. Elle nous a convaincus de la vanité de toutes nos démonstrations, même appuyées sur des faits prouvant que les accusations portées contre nous sont le résultat de fausses informations.

Nous ne fuyons pas la critique sur des questions de principe, mais dans cette affaire nous nous sentons tellement inégaux en droits qu'il nous est impossible de consentir à débattre maintenant cette affaire devant le Kominform. Neuf Partis ont déjà reçu, sans que nous en fussions préalablement informés, votre première lettre, et pris position en ce qui concerne les résolutions. Le contenu de votre lettre n'est pas resté une affaire interne des divers Partis, mais a transpiré en dehors du cercle autorisé, et les conséquences en sont que l'on insulte aujourd'hui dans certains pays, comme la Tchécoslovaquie et la Hongrie, non seulement notre Parti, mais notre pays en général, comme ce fut le cas avec notre délégation parlementaire à Prague.

Approved For Release 2004/02/19 : CIA-RDP82-00457R007400310005-5

Les conséquences de tout cela sont très graves pour notre pays.

Nous désirons que cette affaire soit liquidée de la sorte qu'on nous permette de prouver à l'œuvre que les accusations portées contre nous sont injustes, ce qui veut dire que nous édifierons avec persévérance le socialisme et que nous resterons fidèles à l'Union Soviétique, fidèles à la doctrine de Marx, d'Engels, de Lénine et de Staline. L'avenir montrera, comme le passé l'a déjà montré, que nous réaliserons ce que nous vous promettons.

Par ordre du Comité Central du P.C.Y. :

J. B. TITO. E. KARDELJ.

Belgrade, 17 mai 1948.

Approved For Release 2004/02/19 : CIA-RDP82-00457R007400310005-5

AU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE
DE YUGOSLAVIE

Vos lettres du 17 mai 1948 et du 20 mai 1948, portant les signatures des camarades Tito et Kardelj ont été reçues. Le C.C. du P.C. (b.) estime que les dirigeants du Parti communiste yougoslave font avec ces lettres un nouveau pas sur la voie qui aggrave les erreurs de principe les plus grossières dont le C.C. du P.C. (b.) a souligné le danger et la nuisance dans sa lettre du 4 mai 1948.

1. Les camarades Tito et Kardelj écrivent qu'ils se sentent « si inégaux en droits, qu'il nous est impossible d'accepter que cette affaire soit débattue devant le Kominform », et ils se permettent de nouveau d'insinuer que c'est le C.C. du P.C. (b) qui les a mis dans cette position.

Le C.C. du P.C. (b) estime qu'il n'y a pas la moindre parcelle de vérité dans cette affirmation. Il n'y a aucune inégalité en droits du parti communiste yougoslave et il ne peut y en avoir au sein du Bureau d'Information des neuf partis communistes. Chacun

sait que lors de la formation du Bureau d'Information des neuf partis communistes tous les partis communistes ont décidé sans conteste que chaque parti devait soumettre ses rapports au Bureau d'Information, de même que chaque parti avait le droit de critiquer les autres partis. C'est justement de ce point de vue qu'est partie la conférence des neuf partis lorsqu'à ses réunions de septembre 1947, elle entendit les rapports des C.C. de tous les partis communistes sans exception. Lorsqu'elle soumit l'activité des partis communistes italien et français à la sévère critique bolchévique, la conférence des neuf partis communistes se basait sur l'égalité en droits permettant à chaque parti de critiquer les autres partis.

On sait que les camarades français et italiens, non seulement n'ont pas refusé aux autres partis le droit de critiquer leurs erreurs, mais ont eu, au contraire, une attitude bolchévique devant cette critique et en ont tiré les conclusions nécessaires. On sait encore que les camarades yougoslaves, de même que tous les autres, ont utilisé à la conférence la possibilité de critiquer les erreurs des camarades italiens et français et n'ont pas jugé, de même que tous les autres, qu'en critiquant les Italiens et les Français, les autres partis communistes détruisaient l'égalité en droits des partis communistes italien et français.

Mais pourquoi les camarades yougoslaves font-ils maintenant ce retour complet, exigeant la liquidation de l'ordre établi au Bureau d'Information ? Justement parce qu'ils pensent que le parti yougoslave et sa direction doivent avoir la faveur d'une position

privilégiée, que les statuts du Kominform ne sont pas pour eux, qu'ayant le droit de critiquer les autres partis, ils ne doivent pas eux-mêmes subir la critique de ceux-ci. Mais une telle morale, si l'on peut ainsi s'exprimer, n'a rien de commun avec l'égalité de droits. Ce n'est rien d'autre qu'une exigence de la part des camarades yougoslaves de privilèges pour le P.C.Y., comme n'en a pas et ne peut en avoir aucun parti. Nous avons soutenu et nous soutenons un point de vue sans lequel l'existence et l'activité du Bureau d'Information deviendraient impossibles : chaque parti communiste est tenu de soumettre son rapport au Bureau d'Information, chaque parti communiste a le droit de critiquer chaque autre parti communiste. Le refus de la part des Yougoslaves de faire un rapport sur leur activité devant le Bureau d'Information, et d'entendre la critique des autres partis communistes est une atteinte à l'égalité en droits des partis communistes.

2. Dans leur lettre du 17 mai, les camarades Tito et Kardelj répètent, comme dans leur dernière lettre, que la critique des erreurs de la direction du parti communiste yougoslave par le C.C. du P.C. (b) est soi-disant fondée sur des informations inexactes.

Mais les camarades yougoslaves ne citent aucune preuve à l'appui de cette affirmation. De sorte que la déclaration reste phrase creuse, et la critique du C.C. du P.C. (b) reste une fois de plus sans réponse, bien que les camarades Tito et Kardelj écrivent dans leur lettre qu'ils « ne cherchent pas à fuir la critique sur les questions de principe ». Peut-être que les dirigeants yougoslaves n'ont tout simplement rien à dire pour se justifier ?

C'est l'un ou l'autre : ou bien le Bureau politique du C.C. du P.C.Y., conscient de la gravité des erreurs qu'il a commises, mais désirant les cacher au Parti communiste de Yougoslavie et induire celui-ci en erreur, établit une version sur l'inexistence de ces erreurs et accuse, comme coupables, des personnes innocentes qui auraient soi-disant mal informé le C.C. du P.C. (b), ou bien il ne comprend réellement pas que par ses erreurs il s'éloigne du marxisme-léninisme. Mais il faut alors reconnaître que l'ignorance des questions du marxisme est trop grande au Bureau politique du C.C. du P.C.Y.

3. Evitant de répondre aux questions directes du C.C. du P.C. (b) et aggravant leurs fautes par leur entêtement, ne désirant ni les reconnaître ni les corriger, les camarades Tito et Kardelj affirment en paroles qu'ils prouveront à l'œuvre qu'ils restent fidèles à l'Union soviétique, fidèles aux leçons de Marx, Engels, Lénine et Staline. Après tout ce qui s'est passé, nous n'avons aucune raison de croire à ces affirmations. Les camarades Tito et Kardelj ont déjà fait au C.C. du P.C. (b) bien des promesses, sans les tenir. Leurs lettres, et en particulier la dernière, nous en ont encore plus convaincus. Le Bureau politique du C.C. du P.C.Y., et en particulier le camarade Tito doivent savoir que, par leur politique antisoviétique et antirusse qui a été appliquée ces derniers temps dans la pratique quotidienne, ils ont tout fait pour saper la confiance du parti communiste et du Gouvernement de l'U.R.S.S.

4. Les camarades Tito et Kardelj se plaignent d'être dans une situation difficile et disent que les conséquences de tout cela sont très lourdes pour la You-

goslavie. Cela est, bien entendu, exact, mais les camarades Tito et Kardelj en sont exclusivement coupables et, de concert avec eux, les autres membres du Bureau politique du C.C. du parti communiste yougoslave qui ont placé leur prestige et leur ambition au-dessus des intérêts du peuple yougoslave et qui, au lieu de reconnaître et de corriger leurs erreurs, dans l'intérêt de leur peuple, nient opiniâtrément ces erreurs, dangereuses pour le peuple yougoslave.

5. Les camarades Tito et Kardelj déclarent que le C.C. du P.C.Y. refuse de se présenter à la session du Bureau d'Information pour y discuter la question de la situation dans le parti communiste yougoslave. Si c'est là leur décision définitive, cela veut dire alors qu'ils n'ont rien à dire au Bureau d'Information pour se justifier, que par cela même ils reconnaissent tacitement qu'ils sont coupables et qu'ils craignent de se montrer en face des partis communistes frères. De plus, leur refus de venir devant le Bureau d'Information signifie que le C.C. du P.C.Y. est entré dans la voie d'une scission avec le front socialiste unique des démocraties populaires, avec l'Union soviétique et que maintenant il prépare son parti et le peuple yougoslave à trahir le front unique des démocraties populaires et l'U.R.S.S. Etant donné que le Bureau d'Information est la base de parti du front unique, une telle politique mène à la trahison de la cause de la solidarité internationale des travailleurs et au passage sur les positions du nationalisme, hostile à la cause de la classe ouvrière.

Que les représentants du C.C. du P.C. (b.) se présentent ou non à la session du Bureau d'Information, le C.C. du P.C. (b.) insiste pour que la

Approved For Release 2004/02/19 : CIA-RDP82-00457R007400310005-5

question de la situation dans le parti communiste yougoslave soit débattue à la prochaine session du Bureau d'Information.

Les camarades tchécoslovaques et hongrois demandant que la convocation du Bureau d'Information soit remise à la seconde moitié de juin, le C.C. du Parti (b) déclare être d'accord avec cette proposition.

Le C.C. du P.C. (b).

22 mai 1948, Moscou.

Approved For Release 2004/02/19 : CIA-RDP82-00457R007400310005-5

DECLARATION DU COMITE CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE DE YOUGOSLAVIE
DU 20 JUIN 1948
AU BUREAU D'INFORMATION
DES PARTIS COMMUNISTES

Ayant été invité à envoyer ses représentants à la réunion du Bureau d'Information qui s'est déjà assemblé afin de « discuter la situation dans le Parti Communiste de Yougoslavie », le Comité Central du Parti Communiste yougoslave prie de communiquer ce qui suit à la réunion du Bureau d'Information :

Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie est toujours prêt à participer aux travaux du Bureau d'Information, mais il ne peut envoyer ses représentants à la réunion du Bureau parce qu'il n'accepte pas l'ordre du jour de la réunion, considérant que la solution de la question du désaccord entre le Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. et le Comité Central du Parti Communiste yougoslave, qui fait l'objet de l'ordre

du jour qui nous est communiqué, a été, depuis le commencement jusqu'à cette réunion du Bureau, posée d'une façon irrégulière, et cela pour les raisons suivantes :

1° Déjà la première lettre du Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. adressée à notre Comité Central n'était pas rédigée dans l'esprit d'une critique amicale à laquelle le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie aurait pu répondre sur le même ton, mais sous forme d'accusation brutale et injuste, de sorte que, vu que cette accusation ne correspondait pas à la vérité, nous n'avions que le choix, ou de l'accepter au préjudice de notre Parti et de notre Etat, ou de la rejeter.

2° Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie considère comme foncièrement incorrect de fonder une accusation contre un Parti frère sur des informations unilatérales ou sur les citations prises isolément, et non point sur la base d'une analyse de toute l'activité de notre Parti qui a subi de si rudes épreuves avant, pendant et après la guerre.

3° Certaines des accusations, parmi les plus importantes, formulées par le Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. sont manifestement fondées sur les informations fournies par les éléments hostiles au Parti, contre lesquels notre Parti a lutté avant, durant et après la guerre. Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie considère comme inadmissible que les vestiges du fractionnisme d'autrefois dans le Parti Communiste de Yougoslavie obtienne le soutien du Comité Central du Parti Communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S.

4° Les directions des Partis membres du Bureau d'Information, adoptant sans esprit critique l'accusation formulée par le Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. contre notre Parti, et sans nous demander aucun renseignement, ont condamné notre Parti par des déclarations écrites et ont refusé de prendre en considération les arguments contenus dans notre réponse à la première lettre du Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. Certains ont commis, dans un large cercle de leur Parti, et même publiquement, des actes portant préjudice à notre pays.

5° Le Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. n'a pris en considération aucun des arguments de notre réponse à sa première lettre. Au contraire, dans sa réponse à cette lettre, il a avancé des accusations de plus en plus graves et entièrement dénuées de fondement contre le Parti Communiste de Yougoslavie. Il est évident qu'un tel procédé nous rend impossible la discussion sur pied d'égalité.

Tous ces faits constituent la raison pour laquelle le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie n'a pu consentir à exposer ces divergences devant le Bureau d'Information, considérant que cela ne ferait qu'aggraver le désaccord au lieu de le résoudre.

Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie rappelle qu'il avait proposé au Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. d'envoyer ses représentants en Yougoslavie afin d'examiner sur place, en commun, les questions litigieuses. Le Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S.

n'a pas accepté cette procédure, la seule juste à notre avis. Même avant d'avoir reçu notre réponse, il a porté les questions litigieuses devant les autres Partis du Bureau d'Information, c'est-à-dire qu'il leur a remis, en même temps qu'à nous, le texte de la lettre qu'il nous a adressée, après quoi les directions de tous les Partis, excepté les Partis français et italien, nous ont fait parvenir, par écrit, leur jugement sur notre Parti.

Une telle façon d'agir n'est pas dans l'esprit d'entente mutuelle et du principe de libre consentement sur lesquels est basé le Bureau d'Information.

Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie persiste dans sa conviction qu'une discussion commune des questions litigieuses en contact direct du Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. avec le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie, en Yougoslavie même, est l'unique voie juste pour résoudre les dissensions actuelles. Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie exprime son profond regret que ces dissensions aient pris, du côté du Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S., une telle forme, et fait de nouveau appel aussi bien au Comité Central du Parti Communiste de l'U. R. S. S. qu'au Bureau d'Information, pour faire adopter notre point de vue sur la nécessité d'un contact direct entre le Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. et le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie afin de résoudre les dissensions, et de retirer, par conséquent, de l'ordre du jour, la discussion sur la situation dans notre Parti, en tenant compte de l'irrégularité d'une telle discussion sans notre consentement.

Approved For Release 2004/02/19 : CIA-RDP82-00457R007400310005-5

Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie salue les Partis Communistes frères et déclare qu'aucune dissension n'empêchera le Parti Communiste de Yougoslavie de demeurer fidèle à sa politique de solidarité et de collaboration la plus étroite avec le Parti Communiste de l'U.R.S.S. et les autres Partis communistes.

Le 20 juin 1948.

*Le Bureau Politique
du C.C. du P.C.Y.*

Approved For Release 2004/02/19 : CIA-RDP82-00457R007400310005-5

DECLARATION DU COMITE CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE DE YOUGOSLAVIE
AU SUJET DE LA RESOLUTION
DU BUREAU D'INFORMATION
CONCERNANT LA SITUATION
DANS LE PARTI COMMUNISTE
DE YOUGOSLAVIE

Le résolution du Bureau d'Information sur la situation dans le Parti communiste yougoslave a, comme on peut le constater dans le texte même, son histoire préliminaire. Sa base est constituée par les lettres du Comité Central du Parti Communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. adressées au Comité Central du Parti Communiste yougoslave. Le Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. a adressé la première lettre, datée du 27 mars, dans laquelle il expose ses accusations contre le Comité Central du Parti Communiste yougoslave, à tous les Partis membres du Bureau d'Information sans que le

Comité Central du Parti Communiste yougoslave en ait été informé. Après quoi, par l'intermédiaire du Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. nous est venue la lettre du C.C. du Parti Communiste de Hongrie, où la position du Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. est soutenue sur tous les points. Cette lettre du C.C. hongrois a été adressée également aux autres Partis. Par la suite, le Comité Central du Parti Communiste yougoslave a reçu des lettres semblables de la part des autres Partis membres du Bureau d'Information, excepté du Parti Communiste français et du Parti italien. Le Comité Central du Parti Communiste yougoslave souligne que les Partis Communistes mentionnés ont adopté pour l'essentiel le point de vue du Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. avant d'avoir entendu l'opinion ou un argument contraire quelconque du Comité Central du Parti Communiste yougoslave.

Après cette lettre du Comité Central du Parti Communiste de l'U. R. S. S. et les lettres mentionnées des autres Comités Centraux, et après la réponse du Comité Central du Parti Communiste yougoslave au Comité Central du Parti Communiste de l'U.R. S.S. du 13 avril, le Comité Central du Parti Communiste yougoslave a reçu encore d'autres lettres du Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S., notamment celles du 4 et du 22 mai, qui sont plus ou moins dans la ligne de la première lettre. La résolution du Bureau d'Information concernant la « situation dans le Parti Communiste yougoslave » n'est, en substance, que la répétition du contenu des lettres adressées par le C.C. du Parti Communiste de l'U.R.S.S. au Comité Central du Parti Communiste

yougoslave. Dans ces lettres, le Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. accuse le Comité Central du Parti Communiste yougoslave, et lui demande de reconnaître ses erreurs, notamment :

- 1° Que les dirigeants du Parti Communiste yougoslave glorifient publiquement mais calomnient en secret l'Union soviétique et le Parti Communiste de l'U.R.S.S. ;
- 2° Que les dirigeants du Parti Communiste yougoslave calomnient l'Armée soviétique et entourent les spécialistes soviétiques d'une atmosphère hostile, et que les citoyens soviétiques et le camarade Youdine sont l'objet d'une surveillance constante de la part des organes de la Sécurité de l'Etat ;
- 3° Que les cadres du Parti sont sous la surveillance du Ministre de l'Intérieur et qu'au sein du Parti n'existe ni démocratie ni possibilité de critique, mais un système d'administration militaire ;
- 4° Que le Gouvernement yougoslave désire s'assurer par l'intermédiaire d'espions la faveur des Etats capitalistes et se placer sous leur contrôle ;
- 5° Que le Parti se dissout dans le Front populaire, qu'il ne peut plus être considéré comme une organisation marxiste-léniniste et que les membres du Parti se laissent séduire par les théories des Bernstein, Boukharine et Folmarov sur l'intégration pacifique des éléments capitalistes dans le socialisme ;

- 6° Que l'ambassadeur de l'une des grandes puissances impérialistes se comporte en Yougoslavie comme le maître de céans, que les amis et parents du bourreau des peuples de Yougoslavie, Neditch, se sont confortablement installés dans les institutions de l'Etat et du Parti Communiste yougoslave ;
- 7° Que les dirigeants yougoslaves identifient la politique extérieure de l'U.R.S.S. avec celle des Etats impérialistes ;
- 8° Que les dirigeants du Parti Communiste yougoslave se sont écartés de la voie marxiste-léniniste en ce qui concerne le rôle dirigeant de la classe ouvrière ;
- 9° Que les parachutistes allemands ont défait l'Etat-Major des « partisans » en Yougoslavie, et qu'à la suite de cet événement une crise grave est intervenue dans le mouvement de Libération nationale et qu'ensuite l'Armée soviétique s'est portée au secours, a libéré la Yougoslavie et créé les conditions pour l'arrivée au pouvoir du Parti communiste yougoslave ;
- 10° Que le Parti Communiste yougoslave a rebattu les oreilles de tout le monde par sa vantardise avec ses succès dans la guerre, bien qu'il n'ait pas plus de mérite que les Partis Communistes de Pologne, de Tchécoslovaquie, de Roumanie, de Hongrie, d'Albanie, de Bulgarie, etc., etc.

A ces accusations il faut ajouter les accusations formulées dans la Résolution des Partis Communistes et dont il n'est pas fait état ici.

Comme il ressort de la déclaration que le Bureau Politique du Parti Communiste yougoslave a adressée à la session de l'Informburo et que nous donnons en annexe, le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie ne pouvait pas discuter sur la base de ces accusations du Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S., accusations fondées sur des calomnies et des inventions dénuées de tout fondement et sur l'ignorance de la situation en Yougoslavie, il ne pouvait pas discuter avant que n'ait été constaté l'état réel de choses et que la calomnie ne fût séparée des remarques de principe faites soit par le Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S., soit par n'importe quel autre Comité Central des Partis Communistes membres de l'Informburo.

Au sujet de la publication de la Résolution de l'Informburo, le Comité Central du Parti Communiste yougoslave déclare ce qui suit :

I. — La critique contenue dans la Résolution est basée sur des affirmations inexactes et dénuées de fondement et constitue une tentative de détruire le prestige du Parti Communiste yougoslave à l'étranger et dans le pays même, de provoquer la confusion au sein des masses en Yougoslavie et dans le mouvement ouvrier international, d'affaiblir l'unité du Parti Communiste yougoslave et son rôle dirigeant. Il est d'autant plus étonnant que le Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. ait refusé de vérifier sur place ses affirmations, ainsi que l'avait proposé le Comité Central du Parti Communiste yougoslave dans sa lettre du 13 avril de cette année.

II. — La résolution affirme, sans aucune preuve à l'appui, que la direction du Parti Communiste yougoslave poursuit une politique hostile à l'Union Soviétique. L'affirmation que l'on fait peu de cas en Yougoslavie des spécialistes militaires soviétiques et que les spécialistes civils ont été soumis à la surveillance des organes de la Sûreté de l'Etat est absolument contraire à la vérité. Jusqu'à leur rappel de Yougoslavie, aucun des représentants de l'Union Soviétique n'a jamais attiré l'attention des autorités yougoslaves sur ce point. Il est absolument faux d'affirmer que qui que ce soit des représentants soviétiques ait été l'objet d'une surveillance en Yougoslavie, et notamment le camarade Youdine. Cette affirmation, surtout en ce qui concerne le camarade Youdine, a exclusivement pour but de discréditer le Parti Communiste yougoslave et sa direction auprès des autres Partis. Bien au contraire, c'est notre déclaration, contenue dans la lettre adressée le 13 avril au Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S., qui est exacte et fondée sur une série de déclarations des membres du Parti Communiste de Yougoslavie devant les organisations du Parti, de même que sur les déclarations d'autres citoyens yougoslaves, depuis la libération jusqu'à aujourd'hui : à savoir que les organes du service de renseignements soviétiques se livraient à un racolage sans scrupules.

Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie estimait et estime toujours que ce comportement à l'égard d'un pays où les communistes forment le parti dirigeant et poursuivent leur chemin vers le socialisme, est inadmissible, et qu'il mène à la démoralisation des citoyens yougoslaves ainsi

qu'à l'affaiblissement de la direction de l'Etat et du Parti. Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie considérait et considère toujours que l'attitude de la Yougoslavie à l'égard de l'U.R.S.S. doit être basée exclusivement sur une confiance et une sincérité réciproques, et s'en tenant à ce principe il n'est même pas venu à l'idée aux organes yougoslaves de l'Etat de surveiller ou de contrôler, de quelque façon que ce fût, des citoyens soviétiques en Yougoslavie.

III. — La résolution critique la politique du Parti Communiste de Yougoslavie en ce qui concerne la conduite de la lutte de classe, et en particulier la politique du Parti Communiste de Yougoslavie dans les campagnes. Des passages connus de Lénine sont cités à l'appui. Le Comité Central du Parti communiste yougoslave fait ressortir que dans sa politique de limitation des éléments capitalistes dans les villages il s'inspire des thèses mêmes de Lénine, ce que les auteurs de la résolution, s'ils en avaient pris la peine, auraient pu lire dans les articles et les documents du Parti qui ont été publiés, et aussi se convaincre de l'application réelle de cette politique. C'est pourquoi les accusations formulées dans cette résolution, ainsi que les accusations du Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S., ne font qu'enfoncer une porte ouverte et, objectivement, conduisent inévitablement à l'encouragement et au soutien des éléments réactionnaires dans les villes et à la campagne, de même qu'ils provoquent la confusion au sein de la population, comme quoi le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie et sa politique étaient responsables des difficultés objectives, surtout en matière de ravitaillement, inhérentes à la

période de transition du capitalisme au socialisme. Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie considère que, en tant que méthode, il est inadmissible qu'on juge de son activité d'après des citations arrachées de leur contexte, prises dans les périodes les plus diverses de la lutte, ou d'après des faits isolés, et même déformés. Il considère également que, dans l'appréciation de sa politique, de même que de celle des autres partis il faut en premier lieu tenir compte des réalisations concrètes du Parti : si oui ou non le Parti en question remporte des succès dans la lutte pour la transformation socialiste du pays, si oui ou non il a réussi à affaiblir les éléments capitalistes, si oui ou non il a réussi à renforcer le secteur de l'économie nationale.

IV. — Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie ne peut que repousser avec indignation les affirmations selon lesquelles les dirigeants du Parti Communiste de Yougoslavie dévient sur la voie d'un parti de koulaks, sur la voie de la liquidation du Parti Communiste de Yougoslavie ; qu'il n'existe pas de démocratie dans le Parti et qu'on y cultive les méthodes de direction militaires ; que dans le Parti les droits élémentaires des membres « sont foulés aux pieds et qu'on répond par d'impitoyables représailles à la plus légère critique des irrégularités », etc... Est-ce que ces mêmes membres du Parti qui dans des milliers de combats ont regardé la mort en face pourraient supporter dans le Parti une situation indigne d'un homme et d'un communiste ? L'affirmation que personne n'ose critiquer dans le Parti est une injure sanglante pour chaque membre de notre Parti et un outrage jeté sur le passé héroïque et glorieux ainsi que sur la lutte actuelle

pour le relèvement et la reconstruction du pays. Le Comité Central du Parti Communiste yougoslave souligne avec force qu'il est faux d'affirmer qu'il n'y a pas de démocratie dans le Parti du seul fait que les élections n'ont pas encore eu lieu au sein de certaines organisations du Parti. C'est une conséquence de la guerre et du développement agité d'après-guerre qu'a traversé le Parti Communiste de Yougoslavie et qui s'est manifestée en son temps dans d'autres Partis, et également dans le Parti Communiste de l'U.R.S.S.

En ce qui concerne l'affirmation que le Parti se dissout dans le Front Populaire, que les facteurs dirigeants s'engagent dans la voie du parti des koulacks, cette affirmation mène objectivement à la destruction de l'union des masses laborieuses, réalisée sous la direction de la classe ouvrière. Elle mène à l'isolement du Parti des masses laborieuses. Cette affirmation a sa racine dans l'incompréhension des rapports entre le Parti et le Front en Yougoslavie et de la façon dont se réalise le rôle dirigeant de la classe ouvrière au sein du Front Populaire. Là encore on ne part pas de faits mais d'affirmations montées de toutes pièces, et qui deviennent par la suite l'objet de polémiques où l'on utilise des thèses bien connues du léninisme, qu'aucun responsable du Parti Communiste de Yougoslavie n'a jamais contestées. Mais les faits, ainsi que de nombreuses déclarations faites au cours de la guerre, et après la guerre, non seulement par les communistes mais aussi par les non-communistes du Front Populaire, disent clairement :

1° Que le Parti Communiste est la force dirigeante du Front ;

2° Que le Parti Communiste ne se dilue pas dans le Front, mais que, au contraire, idéologiquement et politiquement, le Parti élève les masses, membres du Front, les éduquant dans l'esprit de sa politique du marxisme-léninisme ;

3° Qu'en pratique, le Front Populaire de Yougoslavie lutte pour le socialisme, ce qui ne pourrait certainement pas être le cas si « des groupes politiques divers », tels que les partis bourgeois, les koulaks, les commerçants, les petits fabricants et autres, jouaient un rôle quelconque dans son sein, comme le dit la Résolution, ou bien si le Front Populaire représentait une coalition entre le Parti Communiste et les autres partis ; ou une forme d'entente entre le prolétariat et la bourgeoisie ;

4° Que le Parti n'adopte pas le programme du Front Populaire. Au contraire, le Front Populaire reçoit les directives et applique le programme du Parti Communiste, ce qui est tout naturel, si l'on considère son rôle dirigeant au sein du Front.

Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie souligne à ce propos qu'une des tâches les plus importantes du Parti est le rassemblement idéologique et politique des masses du Front, la coordination de l'activité politique du Front avec l'activité du Parti, ainsi que l'activité du Front sur tous les plans.

Enfin, le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie fait ressortir que la majorité de ses membres ne sont pas cooptés mais élus. Dans son calcul, le Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. n'a pas tenu compte des membres du

Politbureau qui ont été élus séparément à la 5^e Conférence nationale, et c'est pourquoi il faut ajouter 7 autres membres du Politbureau au nombre des 22 membres du Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie mentionnés par le Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. dans une de ses lettres. Il est monstrueux de reprocher à un Comité Central du Parti Communiste qui a perdu au cours de la guerre 10 de ses membres, d'avoir coopté à leur place 7 camarades pris principalement dans les rangs des candidats au Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie.

Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie repousse comme ridicule et fausse la déclaration de l'Informburo sur l'illégalité du Parti Communiste de Yougoslavie et la considère en outre comme une preuve de la non-compréhension des formes de l'activité du Parti yougoslave dans les conditions et les moments donnés. Les formes de l'activité du Parti Communiste de Yougoslavie sont le produit des conditions concrètes d'une longue pratique révolutionnaire de notre Parti, elles se sont avérées justes et ont été un facteur important avec lequel le Parti a conquis la confiance des masses.

V. — Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie repousse avec indignation l'accusation qu'un « régime turc » règne dans le Parti, et que les dirigeants yougoslaves ont caché au Parti la critique de la fausse politique du Comité Central, caché au Parti et au peuple les véritables raisons du règlement de comptes avec les camarades Hébrang et Jouyovitch. Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie n'a pu publier la lettre du

Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. tant que celui-ci ne l'avait pas fait lui-même. Cependant tous les cadres du Parti Communiste de Yougoslavie ont été mis au courant du contenu de la lettre du Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S., et tous les membres du Parti Communiste ont obtenu des informations en ce qui concerne les cas de Hebrang et de Jouyovitch. Le Comité Central du Parti Communiste yougoslave tient à exprimer son étonnement de ce que les représentants des Partis, membres de l'Informburo, aient pu prendre la défense de Hebrang et Jouyovitch sans demander aucun renseignement au Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie. Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie est étonné que l'on puisse défendre des hommes tels que Jouyovitch, qui, en 1937, sur la décision du Komintern, fut exclu avec Gorkitch du Comité Central du Parti Communiste yougoslave, ou comme Hebrang qui se comporta comme un traître devant la police oustachie, ce qu'il cacha au Parti, et qui, tous les deux, travaillèrent à provoquer une scission au sein du Parti et recoururent au sabotage de la reconstruction et de l'industrialisation de la Yougoslavie. A ce sujet, le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie publie des documents complémentaires concernant Hebrang et Jouyovitch.

VI. — Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie repousse comme absurde l'affirmation que, ces derniers temps, les dirigeants yougoslaves aient pris des mesures trop hâtives et « démagogiques » concernant la nationalisation de la petite industrie et du petit commerce. Ces mesures ont été, en réalité, prises au point six mois avant les accu-

sations formulées par le Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. contre le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie et elles sont le résultat du renforcement et du développement du secteur socialiste.

Le passage extrait du discours du camarade Kardelj n'a qu'une importance générale, tandis que, dans son ensemble, ce discours expose la ligne du Parti en ce qui concerne le refoulement progressif des éléments capitalistes dans la phase actuelle.

Quand on considère tout cela, on comprend pourquoi l'organe du Bureau d'Information, de même que la presse soviétique et celle de certains autres Partis, n'ont publié, ces derniers temps, aucune information sur les succès obtenus dans l'édification économique de la Yougoslavie, par exemple : les mesures pour la liquidation des éléments capitalistes, les succès dans la réalisation du plan, l'émulation socialiste, en l'honneur du Congrès du Parti, de la classe ouvrière et des masses laborieuses rassemblées dans le Front Populaire, etc.

Mais les faits sont là. En les passant sous silence, les critiques formulées contre la politique économique du Gouvernement et contre la ligne du Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie dans les questions économiques paraissent d'autant plus arbitraires et dénuées de fondement.

VII. — Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie affirme qu'aucun dirigeant n'a jamais pensé que la Yougoslavie peut se passer de l'aide des pays de démocratie populaire et de l'U.R.S.S. dans la construction du socialisme et la sauvegarde

de l'indépendance du pays. Seules des personnes ayant perdu tout sens de la réalité peuvent affirmer une chose semblable. Mais le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie se voit obligé de souligner à ce sujet que cette aide et cette collaboration ne dépendent pas seulement de lui, mais aussi des pays de démocratie et de l'Union Soviétique. Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie estime que ce soutien doit dépendre de la politique intérieure et extérieure de la Yougoslavie et nullement du fait qu'il n'a pu accepter des accusations sans fondement, basées sur de pures inventions.

L'affirmation selon laquelle les dirigeants yougoslaves se préparent à pactiser avec les impérialistes et à marchander l'indépendance de leur pays — est inventée de toutes pièces et représente la plus grave parmi les calomnies lancées contre la Yougoslavie nouvelle.

Néanmoins le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie se voit forcé de souligner que dans certains pays de démocratie populaire les organes du Parti et de l'Etat ont commis toute une série d'actes, nullement provoqués, tendant à offenser les peuples yougoslaves, leur Gouvernement et leurs représentants, actes de nature à affaiblir la collaboration et à troubler les relations avec la Yougoslavie.

Le Comité Central du Parti Communiste yougoslave ne se considère plus, à l'avenir, comme tenu de passer de tels actes sous silence.

VIII. — Du fait qu'il a refusé de discuter des erreurs dont il ne se reconnaît pas coupable, le Comité Central du Parti Communiste de Yougo-

slavie considère n'avoir pas porté, en quoi que ce soit, atteinte à l'unité du front communiste. L'unité de ce front n'est pas basée sur la reconnaissance d'erreurs inventées de toutes pièces et de calomnies, mais bien sur le fait que, oui ou non, la politique d'un Parti est réellement internationaliste. Cependant, il est impossible de passer sous silence le fait que le Bureau d'Information a abandonné les principes sur lesquels il a été fondé et selon lesquels chaque Parti garde sa liberté en ce qui concerne l'adoption des décisions prises.

Le Bureau d'Information, par contre, non seulement oblige les dirigeants du Parti Communiste de Yougoslavie à reconnaître avoir commis des erreurs, mais encore invite les membres du Parti Communiste de Yougoslavie à se rebeller au sein du Parti, et à briser son unité.

Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie ne pourra jamais accepter que sa politique soit mise en discussion sur la base de pures inventions et de rapports dénués de toute camaraderie, sans confiance réciproque. Il y a là manque de tout fondement de principe et c'est dans ce sens, et uniquement dans ce sens que le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie a considéré n'être pas sur un pied d'égalité dans la discussion, et déclare ne pouvoir l'accepter sur ces bases. D'autre part, le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie repousse résolument l'accusation que le Parti Communiste de Yougoslavie ait pris une position nationaliste. Par toute sa politique intérieure et extérieure, par sa lutte au cours de la guerre libératrice, de même que par la solution de la question nationale en Yougoslavie, le Parti Communiste yougo-

slave a démontré le contraire. Ces accusations sans fondement représentent la plus grande injustice historique envers notre Parti, notre classe ouvrière et les masses laborieuses, envers les peuples yougoslaves en général et envers leur lutte généreuse et héroïque.

De l'avis du Comité Central du Parti Communiste yougoslave il est évident que les accusations du Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. seront exploitées par la propagande ennemie et serviront à calomnier l'Union Soviétique, la Yougoslavie et les autres pays démocratiques. Néanmoins, le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie déclare qu'il n'est pas responsable de cet état de choses qu'il n'a provoqué par aucun de ses actes.

Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie invite les membres du Parti à serrer leurs rangs dans la lutte pour la réalisation de la ligne du Parti et la consolidation de l'unité. Il appelle la classe ouvrière et toutes les masses laborieuses rassemblées dans le Front Populaire à poursuivre encore plus opiniâtement l'œuvre de l'édification de notre patrie socialiste. C'est là la seule façon de prouver dans la pratique combien toutes ces accusations sont injustifiées.

Belgrade, le 29 juin 1948.

*Session plénière
du C.C. du P.C.Y.*

Edité par « *Le Livre Yougoslave* »,
30, rue Louis-le-Grand, Paris.